la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

LA GRÈVE DES MINEURS

Les lendemains qui font penser

par Roger HAGNAUER

Réflexions d'un mineur

par Emile MENU

L'Etat-patron est le plus mauvais des patrons

par Robert LOUZON

Où va le monde arabe d'Orient?

par Jacques GALLIENNE

La productivité facteur de prospérité

par Jean FONTAINE

Numéro 482 — Nouvelle série Numéro 181 AVRIL 1963 — PRIX : 1,50 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)

Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)

Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 482 - Avril 1963

ENTRE NOUS...

A nos amis nous proposons une petite expérience inoffensive. Qu'ils présentent ce numéro de la R.P. à quelques « Français moyens », de ceux qui se piquent de quelque culture, de quelque libéralisme, de quelque éclectisme. Gageons qu'ils entendront des propos ironiques et méprisants sur notre archaïsme et notre monomanie. Bien sûr ! Il fallait parler de la grève des mineurs. Mais lui consacrer le leader, plusieurs chroniques, un reportage, une interview... C'est vraiment abuser ! Une revue sérieuse ne peut-elle trouver d'autres sujets... plus amples, plus élevés, plus dignes de notre temps et de notre idéal. Il y a les expéditions lunaires, les armements nucléaires, le conflit sino-soviétique, les voyages de M. Bidault, la succession de Charlemagne ou d'Adenauer, la pensée de Kennedy ou l'arrière-pensée de Khrouchtchev...

Il y a tout cela... plus ou moins important... et tout le reste. Il y a surtout pour nous les problèmes du Tiers-Monde et les réalisations à tendance socialiste dans les pays ex-colonisés.

Mais il y a la grève des mineurs — c'est-à-dire l'action directe d'une fraction de la classe ouvrière dont la vie quotidienne s'embrase si souvent de lueurs tragiques. Ce serait renier toutes nos traditions, notre vocation constante que de ne pas prolonger le plus longtemps possible, la résonnance de cette grande bataille sociale.

Il serait facile de découvrir dans le passé du syndicalisme international la place éminente occupée à chaque grande étape par les tragédies de la mine. Les anciens se souviennent du retentissement de la publication en France du livre d'Upton Sinclair : « Le Roi Charbon ». Et plus près de nous, faut-il rappeler que les premiers numéros de la R.P. après sa renaissance en 1947 furent fortement marqués par l'aventure dans laquelle les hommes de Staline entraînèrent les mineurs français et qui fut une des causes de la scission confédérale.

Mais c'est un autre souvenir qui remonte en nous. Celui de l'épouvantable catastrophe de Courrières qui servit de funèbre prologue au Premier Mai 1906, en l'an qui se termina par le vote de la Charte d'Amiens. Deux journalistes traduisirent l'émotion et la révolte provoquées par l'énormité des sacrifices et la férocité des Compagnies : Séverine et Pierre Monatte. La fille spirituelle de Jules Vallès portait déjà un brillant passé. Notre vieux guide commençait une carrière qui s'est achevée il y a trois ans, sans que rien dans ses derniers propos n'altère les vertus du jeune syndicaliste de 1906. La R.P. d'aujourd'hui n'a besoin d'aucune autre caution, d'aucun autre patronage.

Et ce numéro qui tire les enseignements de la grève des mineurs, annonce aussi le Premier Mai de 1963. Nous voulons toujours qu'à cette date, on pense surtout à la lutte pour la diminution de la semaine de travail, à la revalorisation de l'action directe, à la renaissance du syndicalisme indépendant et de l'Internationale ouvrière.

Mais cette année, ce ne sera pas une évocation gratuite, un retour douloureux et quelque peu mélancolique sur un passé glorieux. Grâce aux mineurs, tout nous paraît possible. Et de cela surtout, ils doivent être remerciés.

DES LENDEMAINS QUI FONT PENSER

Faut-il repenser le syndicalisme ? Nous avons déjà souligné l'absurdité fondamentale d'une telle formule. On ne peut repenser que ce qui est né de la pensée ; d'opérations purement intellectuelles — qu'il s'agisse de deductions logiques — ou de généralisations abstraites basées sur des observations et des expériences. Si le postulat initial est démenti lors de l'élargissement de son champ d'application — si l'on a généralisé sur des données incomplètes, insuffisantes, trop strictement localisées dans le temps et l'espace, le système s'écroule, sans que l'on perde le bénéfice des recherches et des travaux qu'il a provisoirement conclus.

Au cours de quarante années de luttes sociales, nous avons rencontré et entendu des prophètes ou zélateurs du marxisme, du planisme, de l'abondancisme, de l'utopisme socialiste ou anarchiste, du communisme stalinien ou chinois...

Avant de repenser le syndicalisme, qu'ils repensent donc ce qu'ils ont dit et proclamé, qu'ils pèsent honnêtement ce qu'ils furent et ce qu'ils sont...

L'EFFICACITE DE LA SPONTANEITE OUVRIERE

On ne repense pas le syndicalisme, car il ne fut jamais, n'est et ne peut être que l'interprétation d'un mouvement spontané. Cette spontanéité ouvrière nous paraît quelquefois redoutable. Elle s'oriente toujours cependant dans le sens de l'histoire. D'abord parce que par définition, elle suppose l'existence d'une collectivité ouvrière, d'une classe ouvrière, qu'elle fait acquérir à celle-ci la conscience de sa force et le sens de l'organisation. Or, cela n'est possible que lorsqu'on a atteint l'étape de l'industrialisation. En paralysant ou interdisant le syndicalisme libre, l'étatisme paternaliste, dictatorial ou totalitaire aboutit dans le processus d'industrialisation à des déséquilibres monstrueux. La faillite du stalinisme n'a peut-être pas d'autre cause. Les démocrates et socialistes des pays sous-développés (Ben Bella, par exemple) gagneraient à s'inspirer de cette expérience... négative.

Mais cette spontanéité, lorsqu'elle est *authentique*, oblige les dirigeants économiques, techniques, politiques, à résoudre rapidement les problèmes posés par l'industrialisation. Même lorsqu'elle semble contrarier le progrès, elle le favorise en fin de compte. Louzon avait surpris nos lecteurs par cette affirmation paradoxale : « La victoire de 1918 ne fut possible que grâce aux mutineries de 1917, celles-ci ayant déterminé un changement radical de la stratégie militaire. » Par analogie on pourrait dire que c'est *grâce « aux briseurs de machines » du XIXe siècle que se réalisa l'adaptation sociale du machinisme.*

CLARTES SUR LA HAUSSE DES SALAIRES

Ces observations générales pourraient servir de préambule à une étude du syndicalisme sur le plan international. Aujourd'hui elles introduiront des enseignements à tirer de la crise « nationale » provoquée par la grève des mineurs et l'agitation dans les services publics.

Car s'il est une évidence unanimement acceptée, c'est bien la spontanéité de la grève des mineurs. Les syndicats les plus puissants (ceux de la C.G.T.) — au moins leurs dirigeants — ont tenté de la limiter. L'accord final a été discuté passionnément à la base. La « politisation » a joué contre la greve, au départ. Peut-être l'échec spectaculaire de la réquisition explique-t-il des manœuvres d'agents gaullistes exploitant contre les syndicats les insuffisances des accords.

C'est encore cette spontanéité qui a imposé une unité d'action, que les politiciens n'ont pas réussi à troubler ou à corrompre.

Mais interprète du mouvement spontané, le syndicalisme devrait profiter des révélations qu'il a fait surgir, et des spéculations sur l'avenir qu'il peut inspirer.

La vérité, en effet, se dégage des slogans et des mensonges de la politique gouvernementale. Depuis 1958, la production industrielle a augmenté de 36 %. Le nombre d'heures de travail n'ayant guère varié, on peut en déduire qu'il s'agit d'une augmentation de la productivité. Or, les salaires nominaux, pendant la même période ont augmenté dans la même proportion, mais la hausse des prix à la consommation (23 %) réduit la hausse moyenne du salaire réel à 2 % par an.

Confirmation de ce que nous avons toujours signalé. Il n'y a aucun parallélisme entre les trois courbes : celle de la production, celle des salaires, celle des prix. La hausse du salaire réel reste nettement inférieure à celle de la productivité. Si elle dépasse légèrement celle des prix dans le secteur privé, alors qu'elle reste bien inférieure dans le secteur public, c'est que là il y eut action ouvrière d'une efficacité relative, tandis qu'ici il y eut pression autoritaire du gouvernement.

NORMALISATION ET ALIGNEMENT

Le Comité des Sages avait pour mission de calculer les retards dans les services publics. Mais son examen est faussé à la base. En effet il confond arbitrairement l'augmentation du salaire et la diminution de la journée du travail. *C'est-à-dire que le salaire hebdomadaire ne variant pas, le quotient par le nombre d'heures augmente lorsque celui-ci diminue.*

On aurait souhaité une dénonciation plus brutale de cette scandaleuse entourloupette. Mais hélas ! la pratique officialisée des heures supplémentaires a quelque peu émoussé la sensibilité syndicale à ce sujet. Quand donc reviendra-t-on à la simplicité du salaire horaire, professionnel, normal ? Pour la dégager de la complexité des majorations, primes et indemnités, il faudrait que l'heure supplémentaire restât une exception négligeable — alors qu'elle est ordinaire et obligatoire par volonté des deux parties...

***

La grève des mineurs a déclenché une série

de manifestations en chaîne dans les services publics. Des révolutionnaires de bibliothèques en ont conclu à la possibilité d'une grève générale insurrectionnelle. Il aurait fallu une dose massive de politisation. Car ce qui dominait, c'était une volonté d'alignement : des services publics sur le secteur privé et au sein des services publics. Or, l'alignement n'est possible que si un des éléments reste immobile. Si la ligne supérieure se déplace, ceux des lignes inférieures courent pour la rattraper.

Ce sont toujours les deux objectifs qui orientent encore les luttes corporatives chez les fonctionnaires. *Revalorisation et reclassement.* Malheureusement ils provoquent des tendances contradictoires. La revalorisation détermine le front uni contre l'Etat-patron. Le reclassement : des pressions contrariantes sur le flanc des troupes d'avant-garde. Il ne s'agit plus d'avancer tous ensemble, mais de gêner l'avance des autres. On peut se demander si les manifestations des Cheminots, des Postiers, des agents de l'E.D.F. ou de la R.A.T.P. n'ont pas, en effet, gêné l'action des mineurs.

L'alignement est souvent souhaitable. A la condition qu'il s'opère en étapes successives et qu'on laisse ceux qui sont en pointe occuper des positions solides avant de combattre pour les rejoindre.

ENTREPRISES NATIONALISEES ET SERVICES PUBLICS

Il serait temps d'apprécier la valeur « socialiste » des nationalisations — peut-être de reconnaître franchement leur nullité de ce point de vue. Si l'on voulait simplement renforcer l'Etat en 1936 et en 1945, on a obéi à une tendance générale du monde moderne, aussi bien des pays capitalistes que des démocraties dites socialistes, que des nations en voie de développement. Ce qui est certain c'est que la classe ouvrière n'a gagné aux nationalisations, ni des droits de propriétaire, ni des capacités de gestion.

Les houillères nationalisées comme les autres entreprises nationalisées souffrent d'une bureaucratie plus lourde que celle des monopoles privés d'autrefois. Le public profite-t-il de l'expropriation des capitalistes (d'ailleurs sérieusement dédommagés) ou des améliorations techniques certaines, mais que le nouveau système n'a pas obligatoirement conditionnées ? Ce serait à examiner de plus près.

En fait, Houillères nationalisées, Electricité et Gaz de France, S.N.C.F. ne se distinguent guère des autres services publics.

On discutera quant à la valeur et l'importance des services rendus. Le fonctionnement et les réalisations de la S.N.C.F. et des P. et T. paraissent d'une efficacité extraordinaire à ceux qui ont l'occasion de circuler ou de séjourner en certains pays étrangers. On sera plus réservé pour les autres entreprises nationalisées.

Mais les conditions de gestion marquent-elles un progrès réel ? Sans reprendre aujourd'hui la thèse que nous avons exposée ici sur *l'autonomie financière de tous les services publics,* on pouvait espérer que l'on appliquerait les règles ordinaires des entreprises industrielles. Il faudrait donc déterminer exactement le prix de revient des services, évaluer le capital nécessaire aux transformations techniques et vendre le service aux usagers pour équilibrer les dépenses de fonctionnement et amortir les capitaux engagés. Ce qui implique de *supprimer du budget des entreprises, les cadeaux accordés par l'Etat, aussi bien aux bénéficiaires de réductions à la S.N.C.F. ou à la R.A.T.P., qu'aux industriels, clients favorisés des Charbonnages et de l'Electricité de France.*

Il faudrait surtout que la situation du personnel soit réglée par voie contractuelle, entre les directions autonomes et les syndicats. L'Etat n'interviendrait pas plus en faveur de ses clients qu'au détriment de ses salariés.

L'AVENIR DES CHARBONNAGES

Plus grave encore la question de l'avenir des charbonnages. Deux problèmes à résoudre qui engagent la compétence syndicale, compte tenu de la double base statutaire du syndicalisme français. Les bouleversements imposés par les progrès techniques appellent l'intervention des fédérations industrielles, et même des secrétariats professionnels internationaux (la grève récente des mineurs ne fut-elle pas précédée des mouvements du Borrinage et de Decazeville. Les solutions intéressent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis autant que l'Europe des Six. Les syndicalistes ne peuvent-ils prévoir au-delà de la courte vue des gouvernants ?)

Mais la réadaptation et le reclassement des hommes, les migrations intérieures appellent l'intervention et l'action des Unions de syndicats locales, départementales et régionales. Raison de plus pour consolider leur organisation et réévaluer leur prestige.

Le Comité des Sages disait dans sa conclusion : « *Il nous paraît impossible dans une économie et une société progressives de cristalliser définitivement les situations respectives des différentes professions.* » Impossible, en effet, de cristalliser toutes les situations professionnelles... ou économiques, sociales, politiques, toutes les situations acquises. La progression d'une profession dépend pour une large part de l'action des syndicats qui la représentent. La progression de la société dépend peut-être essentiellement du dynamisme syndicaliste.

Roger HAGNAUER.

UN ÉPILOGUE A LA GRÈVE DES MINEURS

A LIBERCOURT (Pas-de-Calais), au dernier jour de la grève, **UNE FEMME ET UN ENFANT SONT MORTS ENSEVELIS** sous un terril où ils cherchaient quelques morceaux de charbon pour se chauffer.

GOUVERNANTS ET BEAUX MESSIEURS, en avez-vous la conscience tranquille ? Dans ce pays **« où le niveau de vie du Français ne cesse de s'élever »** des familles de mineurs, femmes, vieillards et enfants, en sont à gratter le poussier d'un terril pour chercher de quoi se chauffer **... et pour trouver la mort !**

Même après un mois de grève, pensez-vous vraiment que cela révèle un haut niveau de vie et un degré avancé de civilisation ?

GOUVERNANTS ET BEAUX MESSIEURS, aucun discours, aucune étude chiffrée, ne valent quelque chose contre ce fait brutal. **Voilà un tragique épilogue à cette grève des mineurs qui s'était déroulée sans violence !**

La violence est dans cette situation où ceux qui extraient le charbon manquent de charbon.

RÉFLEXIONS D'UN MINEUR SUR LA GRÈVE DES MINEURS

Notre camarade Menu, Emile (*dit Philippe*), *délégué mineur, a été, dans la région d'Hénin-Liétard et de Lens, un des animateurs de la grève des mineurs. Nous avons pu l'entendre plusieurs fois à Radio-Luxembourg et à Europe N° 1 où il a fait entendre la voix de « la base ». Ci-dessous nous publions un article qu'il a écrit peu avant la fin de la grève, le* 31 *mars exactement. Nous avons rencontré* Menu *à Paris, le* 6 *avril, et nous donnons, après son article, le compte rendu de notre conversation. Il apporte un complément nécessaire aux considérations de son article. Ainsi nous avons un panorama de cette grève mémorable. Il est bien entendu que la discussion reste ouverte sur les leçons diverses que, d'un point de vue ouvrier et syndicaliste, on peut tirer de ce mouvement dont les échos n'ont pas fini de retentir.*

Déclenchée le 1er mars, la grève des mineurs s'est poursuivie sans défaillance jusqu'à ce jour (31 mars). Peut-être sera-t-elle terminée quand paraitront ces lignes ? Je le souhaite.

La grève des mineurs a d'abord affronté la violence : l'ordre de réquisition signé par le général De Gaulle. L'ordre de réquisition est resté pour les mineurs ce qu'il était réellement : un chiffon de papier.

Puis, avec le premier ministre — qui vint, ô ironie, faire une causerie « au coin du feu » — c'était la deuxième phase de l'attaque du gouvernement : la persuasion.

La troisième phase, c'était la création d'une « Commission des Sages ». Le gouvernement comptait bien que les conclusions de cette commission auraient été un enterrement de 1re classe pour la grève. Après les vives réactions provoquées par les conclusions du rapport des « sages », les syndicats acceptèrent de négocier sur la base de ce rapport. Alors, ce fut une autre histoire : le gouvernement refusa pratiquement de reconnaitre les conclusions du rapport, à savoir que les salaires miniers accusaient un retard de 8 % sur les salaires du secteur privé. La discussion reprit avec les Charbonnages de France, mais ceux-ci avaient un impératif : ne pas dépasser ce que le gouvernement voulait accorder, en étalant le rattrapage dans le temps. Je ne veux pas reprendre les chiffres : ils ont été publiés par toute la presse. Les syndicats ne furent pas d'accord avec les propositions qui leur étaient faites, et ce fut la rupture.

Le lendemain, le ministre « de la déformation » commença la troisième phase de cette guerre opposant le gouvernement aux grévistes : l'action psychologique (ce genre d'action qui a valu de si brillants succès à l'armée française lors de la guerre d'Algérie).

Cette action psychologique, se basant sur l'intoxication et le mensonge, était dirigée d'une façon indirecte contre les mineurs. En effet, en proclamant « urbi et orbi » que les mineurs avaient un salaire moyen de 75.000 francs, M. Perfide essayait de dresser l'ensemble des ouvriers du secteur privé contre les mineurs, espérant tarir ce qui est le nerf de notre guerre, la solidarité matérielle de la classe ouvrière. C'est ici que le rapport Massé prend une importance que l'on n'aurait pas soupçonnée au début : ce rapport contient le démenti formel de ce que le ministre a avancé. Les Houillères vinrent à la rescousse du gouvernement en déclarant que les chiffres avancés par le ministre étaient justes et que les sources où ils avaient été puisés étaient indéniables. Malgré ces affirmations solennelles, ces chiffres sont en contradiction avec les rapports mensuels des Houillères, et nous pourrons le prouver quand on voudra.

Si les houillères sont si sûres de leurs chiffres, qu'elles permettent à une commission de journalistes et d'experts-comptables de vérifier l'ensemble des doubles des fiches de paie qui se trouvent dans chaque puits. J'offre que l'on vienne à mon puits : au 21 Nord, du groupe d'Hénin-Liétard !

UN PEU DE CALCUL ELEMENTAIRE

Comment peut-on accepter que les Houillères annoncent un « glissement » des salaires de 1,37 *pour l'ensemble des salaires* (ce qui veut dire que le salaire de base serait, en fait, multiplié par 1,37) ? Alors que, dans les fosses, le salaire moyen *des abatteurs* a de la peine à atteindre le coefficient 1,20 !

Il y a environ 25 % d'ouvriers abatteurs payés à la tâche et 75 % d'ouvriers payés à la base, c'est-à-dire sans aucun « glissement ». Comptons : sur 100 ouvriers, 25 payés au coefficient 1,20, soit $25 \times 1{,}20 = 30$, et 75 ouvriers payés « à la base », soit $75 \times 1 = 75$. Le coefficient moyen est donc

$$\frac{75 + 30}{100} = 1{,}05.$$

On est loin du coefficient moyen de 1,37 déclaré par les Houillères.

Supposons pourtant que le ministre ait raison : les mineurs ont un salaire moyen de 75.000 francs ! Alors, je veux ici m'adresser aux travailleurs du secteur privé. Le rapport Massé est formel : le retard des salaires miniers est de 8 %. Donc 75.000 + 8 % = 81.000 francs. Etes-vous d'accord, camarades du secteur privé ? Vous devez gagner 81.000 francs de *salaire moyen* par mois ! Si cela est vrai, alors je fais mon « mea culpa » et je me couvre la tête de cendres.

SUR L'ATTITUDE DES FEDERATIONS SYNDICALES

Quittons un peu les chiffres pour revenir à une réalité plus vraie. En réponse à la campagne pratiquée contre les mineurs par la radio et la télé, une manifestation fut décidée pour le 29 mars à Lens. Je crois que cette manifestation est la plus belle réponse que les mineurs ont pu faire au gouvernement. 75.000 à 80.000 personnes à cette manifestation organisée par les syndicats, CGT, CFTC et FO. De mémoire de mineur, jamais cela ne s'était vu... même en 1936.

Au cours de ce meeting, la position des trois syndicats fut de nouveau affirmée : il ne pouvait y avoir ni accord, ni pourparlers séparés. Mais, pour la première fois, le leader CGT, Delfosse, fit une déclaration assez remarquable de sa part : « Fini le syndicat des non-syndiqués, il faudra que demain les travailleurs rejoignent les syndicats selon leurs opinions ! » Jusqu'ici, tous les orateurs de la CGT avaient toujours fait appel aux masses pour faire l'unité « dans la CGT ». D'un autre côté, le leader CFTC, au cours de

son exposé, fit celui qui ignorait Force Ouvrière, malgré qu'il ait fait lui aussi un appel pour que les ouvriers rentrent dans les trois syndicats.

Ici, il faut que je donne une explication : sachant que c'étaient deux orateurs nationaux, ayant participé aux discussions, Delfosse pour la CGT, Sauty pour la CFTC, qui prendraient la parole à Lens, et le syndicat F.O. du Pas-de-Calais m'ayant désigné pour prendre la parole, je pensai qu'au point de vue de l'organisation F.O, c'était le secrétaire national Augard qui aurait dû venir. Mais celui-ci, touché par Maurice Després, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière des mineurs du Pas-de-Calais — et d'ailleurs hostile au rapprochement qui s'est réalisé dans la grève — fit répondre qu'il n'avait pas le temps et qu'il fallait que l'on se débrouille. C'était donc moi qui prendrais la parole. Les camarades responsables de F.O., réunis à l'occasion de la préparation de ce meeting, estimèrent que je ne pouvais pas me présenter uniquement comme délégué mineur, mais avec la fonction que j'ai dans F.O., c'est-à-dire membre du Conseil National. Cette fois encore, ce fut la bagarre, et le secrétaire du syndicat quitta la salle.

Il est regrettable qu'à F.O., alors qu'on s'était mis en flèche au début du conflit, on soit parvenu à ce que l'on nous ignore, de la faute d'un ou deux camarades qui n'ont pas compris ce que représente cette grève. Il est regrettable que, pour justifier leur position, ils nous ressortent des décisions de congrès qui disent que « jamais Force Ouvrière ne fera l'unité avec la CGT ». C'est d'autant plus regrettable que ce n'est pas la CGT qui a essayé d'imposer l'unité dans l'action à Force Ouvrière. Connaissant les sentiments qui animent certains responsables F.O., la CFTC a manœuvré pour créer des comités de solidarité de façon que nos camarades refusent d'y entrer. Il a fallu mener une rude bagarre contre nos dirigeants pour les faire changer d'opinion. Car si Force Ouvrière n'avait pas été présente aux différentes manifestations qui se sont déroulées dans notre région, c'eût été l'enterrement de première classe pour notre syndicat !

Déjà, pas mal de journalistes, même ceux qui adhèrent à F.O., ne viennent plus vers nous, à cause de l'attitude du secrétaire général Maurice Després. Faire le silence sur nous équivaut à la pose d'un linceul sur notre syndicat.

Heureusement que certains camarades ont ouvert les yeux à temps et qu'ils ont durement secoué la direction du syndicat !

Emile MENU (dit Philippe)
délégué mineur du Pas-de-Calais

EN BAVARDANT AVEC MENU

A l'occasion d'un meeting que la Fédération Anarchiste a organisé, le 6 avril, par solidarité avec la grève des mineurs, nous avons demandé à notre ami Menu *des explications sur la fin de la grève et sur les divers incidents qui l'ont marquée. Voici les questions et les réponses :*

Estimes-tu que la grève se termine par une victoire ?

Certainement, c'est une victoire. C'est une victoire pour toute la classe ouvrière en raison du refus de la réquisition. C'est une victoire pour les mineurs, en raison des résultats obtenus sur les revendications.

Quel est le progrès exact entre les dernières propositions acceptées par les syndicats et ce qui était déjà acquis le 24 mars, quand les pourparlers furent rompus ?

Au point de vue des salaires eux-mêmes, le progrès n'est pas considérable. Le « rattrapage » des 8 % est un peu plus rapide seulement. Mais la quatrième semaine de congé annuel est acquise sous la forme « deux jours de congé payé par mois de travail, *au minimum* ». La « table ronde » qui doit se réunir rapidement a son ordre du jour précisé. La réduction du temps de travail y sera examinée. A côté du contenu formel des accords, il y aura des accommodements, notamment sur la prime de rentrée et sur son remboursement.

Comment expliques-tu le mécontentement qui s'est manifesté, particulièrement dans la région de Lens ?

D'abord la presse et la radio n'ont pas mis suffisamment en évidence les résultats obtenus. Beaucoup de mineurs ont eu l'impression d'avoir lutté, les dix derniers jours, à peu près pour rien. Cette absence de publicité était voulue : d'abord pour dissimuler le recul du gouvernement, ensuite pour ne pas faire la part trop belle aux syndicats. Cette volonté de « casser les syndicats » est apparue dans ces dernières phases de la grève. La manœuvre était surtout dirigée contre la C.G.T., mais les autres syndicats ont eu bien raison de ne pas s'y prêter, car leur tour serait venu. Parmi ceux qui menaient la danse anti-syndicale, qui insultaient les négociateurs, qui organisaient la mise en scène du lacérage des cartes syndicales, il y avait des hommes qui n'avaient rien à voir avec la mine, d'autres dont l'adhésion syndicale était de fraiche date. Il est d'ailleurs à remarquer que seule la C.G.T. a placé des cartes pendant la grève, les autres organisations ayant ajourné leur recrutement.

Donc, d'après toi, il fallait rentrer ?

Oui, il fallait rentrer. Il n'y avait plus de sérieuses raisons de continuer. La prolongation aurait ouvert la voie — sans aucun bénéfice — aux manœuvres politiques et aux visées de destruction des syndicats.

***

Ce n'est là évidemment qu'un résumé de la longue conversation que nous avons eue avec Menu. *Nous ne garantissons pas l'exactitude des termes, mais nous croyons avoir fidèlement rendu les opinions de notre camarade. Ce sont celles d'un militant qui vient de prendre une part active à la lutte. Mais ce n'est pas pour cela que la discussion est close. Nous pensons au contraire qu'elle s'ouvre avec la fin de cette grève des mineurs qui est, depuis cinq ans, l'événement dominant de la bataille sociale en France. Voici des questions qui peuvent marquer les points les plus importants de cette discussion :*

Fallait-il rentrer dix jours plus tôt ?

Fallait-il continuer au delà du trente-cinquième jour de grève ?

La grève générale de solidarité devait-elle être organisée et déclenchée ? A quel moment, et pour quelle durée (pour vingt-quatre heures, ou bien pour une durée illimitée) ?

Quelles que soient les réponses que chacun de nous donne personnellement à ces questions et sans préjuger de cette discussion nécessaire, ce qu'il importe d'abord de mettre en avant, c'est la double victoire des mineurs, les points acquis dans l'ordre revendicatif ayant été rendus possibles par une victoire plus nette, *et lourde de conséquences,* celle du défi gagné contre la réquisition

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Après ce grand mois de bataille sociale, le militant doit réfléchir un peu à ce qui s'est passé. Après les réactions qu'ont provoquées chez nous les événements successifs de cette bataille (c'est encore plus vrai pour ceux d'entre nous qui en étaient les acteurs), la réflexion n'est pas de trop. Une bataille comme celle-là instruit les combattants, mais aussi tous ceux qui participent au mouvement ouvrier. Vous verrez que la discussion, qui est déjà commencée, va se développer pendant les semaines et les mois qui viennent. Souhaitons que cette discussion soit utile, profitable aux luttes à venir. Pour cela, il vaut mieux éviter les slogans, s'évader des schémas de la propagande, qu'elle soit syndicale (mais non syndicaliste) ou qu'elle soit antisyndicale (il y a une propagande antisyndicale issue du pouvoir, mais il y en a une autre à laquelle sont attachés de farouches sectateurs « révolutionnaires »). Avec la bonne intention d'aider à cette discussion (mais je sais ce que valent les bonnes intentions !), je voudrais poser ici un certain nombre de questions. A certaines d'entre elles, je prendrai la responsabilité de donner une réponse. Pour d'autres, le débat est ouvert sans préalable.

La leçon des mineurs

Les articles que nous avons passés dans ce numéro, comme dans le précédent, montrent assez tout le prix que nous attachons à cette grève des mineurs. Nous la considérons, dans l'ensemble, comme une victoire ouvrière. Voici les deux premières questions que nous poserons à son sujet : sans la spontanéité ouvrière, sans la volonté de lutte des mineurs dépassant les mots d'ordre des « chefs », cette grève aurait-elle eu lieu, avec la même ampleur et les mêmes succès ? Je crois qu'on peut répondre sans hésiter : non, elle n'aurait pas été ce qu'elle a été.

Mais, deuxième question : s'il n'y avait pas eu les organisations syndicales, sourdes aux sollicitations du pouvoir, mais attentives — même avec un certain retard — à « la voix de la base », sans les syndicats tels qu'ils sont, la grève des mineurs aurait-elle pu avoir lieu ? Je crois que, sans plus d'hésitation, il faut répondre : non, cette grève des mineurs n'aurait pas été possible. Seuls protesteront contre l'évidence, ceux qui ne comprennent pas le rôle respectif de la spontanéité et de l'organisation. Cette grève des mineurs a encore mis en lumière le rôle de l'une et celui de l'autre.

Cette base de discussion étant établie — et à mon avis, elle est solide — nous pouvons essayer de répondre aux questions qui sont posées à la suite du compte rendu de notre ami *Philippe Menu*, un des dirigeants locaux du mouvement.

Pouvait-on arrêter la grève dix jours plus tôt ? Cette question ne saurait être éludée. Plusieurs militants — et même parmi nous — y répondent par l'affirmative. Il semble bien que beaucoup de grévistes n'ont pas bien vu ce qu'ils avaient gagné à la prolonger dix jours de plus. Tout en prenant en considération les arguments de notre ami Menu — qui était sur place et dans la lutte — nous ne pensons pas que les manœuvres antisyndicales téléguidées expliquent, à elles seules, le mécontentement exprimé par un grand nombre de mineurs (sinon par presque tous) et qui s'est manifesté, dans la propre région où travaille Menu, par le refus de descendre, le vendredi 5 avril, et cela dans la proportion de 50 % au moins. Je crois quand même que les points acquis par les mineurs étaient plus sûrs le 3 avril que le 24 mars.

Devait-on continuer la lutte avec pour objectif l'obtention des 8 % tout de suite ? Personnellement, je réponds : il fallait mettre fin à cette grève, déjà longue de trente-cinq jours, qui avait atteint ses objectifs principaux, qui était déjà une victoire des mineurs, et qui restait une victoire syndicale.

C'est alors qu'on me dira : mais on pouvait déclencher la grève générale ! Je ne me déroberai pas devant cette grave question. Je pense que, dans la deuxième semaine de la grève, quand la défaite de la réquisition était éclatante, quand la solidarité était à son point culminant, *une grève générale de 24 heures était possible et utile.* Elle aurait servi les mineurs et elle aurait élargi le sens de leur victoire. Après plus de quatre semaines de grève et compte tenu des résultats obtenus, les chances de succès étaient, à mon avis, plus faibles.

Quant à *la grève générale illimitée,* il ne coûte évidemment rien de la préconiser quand cela ne prête pas à conséquence. Mais chacun sait qu'un tel mot d'ordre a une tout autre signification. Il pose aussitôt la question du pouvoir. Pour parler franchement, je dis qu'un tel mot d'ordre — mais qui donc, dans le mouvement syndical, a songé à le lancer ? — était faux. Son échec inévitable entraînait celui des mineurs. Il avait des conséquences plus néfastes encore, que chaque militant lucide voit sans qu'il soit besoin d'y insister. Au contraire, la grève des mineurs — telle qu'elle a été — est une victoire ouvrière. C'est un nouveau départ vers d'autres batailles revendicatives et sociales.

Les « grèves surprises » sont-elles efficaces ?

Voilà encore une question qui mérite d'être posée. Elle intéresse les cheminots, les électriciens, les gaziers et, en général, tous ceux dont l'activité — dans un service public essentiel — touche de très près à la vie quotidienne de la population.

Il faut d'abord qu'il soit bien entendu que les travailleurs des services publics ont le droit de grève, intégralement. Un travailleur auquel on refuse le droit d'arrêter volontairement sa production, est un homme « aliéné » au sens que donnait à ce mot le jeune Karl Marx et dont les intellectuels à la page font aujourd'hui grande consommation. Qu'un service public s'arrête de fonctionner, et voilà une magnifique démonstration de l'utilité de ceux grâce auxquels il fonctionne d'habitude ; voilà qui prouve aussi — et ce n'est pas inutile — qu'une société d'intellectuels ne fonctionnerait pas.

Mais si l'ouvrier de chez Renault s'arrête de travailler, personne, dans le public, ne ressent immédiatement l'effet de cette grève. Même si les mineurs s'arrêtent en masse de travailler — nous venons d'en faire l'expérience — l'effet sur le public n'est pas immédiat. Il n'en est pas de même pour le cheminot, l'électricien, le gazier. Cela devrait lui donner plus de force. Il se peut cependant que cela l'affaiblisse, s'il use de cette puissance comme d'une brimade. N'est-ce pas ce caractère de brimade que prennent souvent ces

« grèves tournantes », ces « grèves surprises » ? Je ne suis pas dans le coup, du côté des producteurs du service, et je ne puis juger de l'efficacité réelle de ce genre de mouvements spasmodiques. Mais je suis dans le coup, du côté des consommateurs. Celui qui, même armé de la meilleure bonne volonté et du souci le plus ardent de se solidariser avec ses camarades électriciens, s'est trouvé coincé dans le couloir du métro par une « grève surprise », comprendra aisément ce que je veux dire. C'est tout autre chose si je sais que le métro ne marche pas.

On dit avec raison qu'on ne peut faire la grève dans un service public sans créer une gêne dans la vie collective, que l'efficacité de la grève est à ce prix. Sans doute. Mais la grève qui a pour but de mettre en évidence la valeur du travail accompli par une certaine catégorie ouvrière et de faire payer cette valeur à son prix, n'a tout de même pas comme moyen principal d'emmerder le monde. Si encore on me prouvait que cette forme de lutte est efficace, qu'elle ne tend pas seulement à détourner les travailleurs de la grève réelle, qu'elle n'est pas tout simplement un exutoire...

La sagesse des « Sages »

Un des traits caractéristiques de cette dernière vague sociale est l'intervention des hauts technocrates de la planification. Il faut donner à cet événement toute l'importance qu'il mérite. Il serait vain de nier le rôle actif — et non seulement passif, comme on a voulu nous le faire croire — qu'ils ont joué dans la solution de ce conflit. La discussion est ouverte aussi sur ce point. L'étude du rapport des « Sages » est indispensable. Je n'ai pas encore eu le temps de m'y livrer. Il faudra que je le trouve. Mais d'autres l'auront peut-être trouvé avant moi, et ce sera mieux ainsi.

Pour éclairer cette nouvelle discussion qui s'amorce, il n'est pas mauvais, sans doute, de méditer sur les propos qu'a tenus, le 7 avril, M. Pierre Massé, haut-commissaire au Plan et Sage des Sages, après sa « victoire » dans le conflit des mines. C'était à Genève, devant la Chambre de Commerce française. « En vacances de sagesse », selon sa propre expression, il déclara notamment : « *Il conviendra d'assurer dans un esprit de justice la répartition des fruits du développement et de réaliser une sorte de démocratie économique profitable à toutes les couches de la société.* » Avouez que c'est gentil. Nous regarderons cependant vers quelle « sorte de démocratie économique » le grand planificateur nous entraîne.

M. Pierre Massé a encore dit : « *Il serait malsain de faire de la parité des salaires un principe de base, l'économie justifiant une certaine souplesse. Il faut que les syndicats se persuadent qu'un alignement régulier sur les salaires de pointe aboutirait à l'inflation.* » Le monstre est évoqué. Les syndicats seront-ils assez sages ? Leur sagesse sera-t-elle de la même espèce que celle des « Sages » dernièrement intronisés ? Pourvu, en tout cas, que, de concert, ils ne prêchent pas la même sagesse aux travailleurs impatients !

Du côté du Sud-Vietnam

Nous passons à un tout autre problème. Mais rien n'est étranger au syndicalisme, rien qui intéresse le sort des peuples. Au moment où les maîtres se réunissent à Paris pour le Conseil de l'O.T.A.S.E. (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est), c'est le moment de regarder vers le Sud-Vietnam et d'y estimer, encore une fois, le régime que l'on oppose là-bas au communisme du type russo-chinois.

Un gouvernement autocratique qui se maintient par la terreur. Jamais le bagne de Poulo-Condor, de sinistre mémoire, qui ne désemplissait pas au temps de la domination française, n'avait été aussi bondé. Chaque mécontent est considéré comme communiste, et il n'y a pas effectivement d'autre alternative, pour le mécontent non résigné, que d'agir en communiste. La jeunesse — quand on n'est pas étudiant, boursier à l'étranger, et, comme tel, soumis à une surveillance tâtillonne et arbitraire — la jeunesse n'a pas d'autre choix que d'être enrôlée dans une troupe ou une autre (il ne s'agit pas de choix, mais de contrainte). Le paysan, le malheureux paysan, est américanophile le jour, et pro-vietminh la nuit. Voilà un sombre tableau qui résume, d'après ce qu'on me dit de divers côtés, la situation dans cette partie du monde où s'affrontent, paraît-il, le monde libre et l'autre.

Pieux soldats de la liberté — cette liberté qui est, en effet, le bien le plus précieux — donnez-vous une autre gueule si vous voulez que l'on vous suive, et d'abord que l'on vous croie !

R. GUILLORE.

SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS

Dans notre numéro de mars, nous avions rappelé à tous nos lecteurs le premier devoir de solidarité, le versement d'une journée de travail pour les mineurs.

Nous disions : versez à votre organisation syndicale, ou bien envoyez votre contribution au compte-courant postal de la « R.P. ». Il est bien évident que la plupart de nos lecteurs ont participé à la souscription de leur syndicat. Eh bien ! malgré cela, et la « R.P. » étant arrivée particulièrement tard, le 26 mars (en raison, notamment, de la grève des P. et T.), à la date du 6 avril, nous avions reçu plus de 1.300 F. (130.000 anciens francs).

Nous avons viré cette somme au compte-courant postal de notre camarade Emile Menu, délégué mineur à Harnes (Pas-de-Calais).

PREMIER MAI 1963

Chacun de nous prendra une part active aux meetings et manifestations organisés par les Unions départementales.

APRES LA GREVE DES MINEURS, DES MANIFESTATIONS D'UNITE AURAIENT DU S'IMPOSER.

Nous le pensons, sans pour cela céder aux manœuvres de séduction des nouveaux « champions de l'unité » — en réalité, vrais responsables de la scission syndicale.

QUE LA JOURNEE DU 1er MAI DEMEURE UNE MANIFESTATION INTERNATIONALE POUR LE BIEN-ETRE ETRE ET POUR LA LIBERTE !

UN MOIS DE BATAILLE SOCIALE

Ce mois de mars 1963 aura été le mois le plus long pour les mineurs français, plus long encore sans doute pour le gouvernement français. Ce pouvoir à caractère impérial avait proclamé « l'année sociale » (il est vrai que, depuis 1961, c'était la troisième fois, qu'il le faisait. Eh bien ! l'année sociale, il l'a eue ! D'une manière qu'il ne prévoyait pas. Dans l'optique du pouvoir gaulliste, la lutte de classes n'existe pas. Mais les faits sont têtus...

La quatrième semaine de congé payé accordée à la Régie Autonome des Usines Renault a déclenché une réaction en chaîne. Il fallait s'y attendre. Dans toutes les industries et dans toutes les régions, soit par des accords pacifiques, soit à la suite de luttes partielles, la règle des quatre semaines s'est étendue. A la fin de mars, avant que les mineurs aient obtenu satisfaction sur ce point, l'accord conclu dans la métallurgie de la région parisienne — accord intéressant 750 000 travailleurs — reconnaissait la quatrième semaine. L'année 1963 sera celle des quatre semaines de vacances payées, sinon encore pour tous, du moins pour une grande partie des ouvriers français. Cela n'est pas négligeable, et cet exemple se répandra au delà même des frontières.

Les mineurs restaient en retard sur ce point. C'est surprenant étant donné le caractère très pénible de leur travail ; étant donné aussi le fait que, producteurs d'énergie, ils avaient été, jusqu'à ces dernières années, plutôt favorisés parmi les travailleurs français. Mais d'autres sources d'énergie, pour le moment gaz naturel et fuel, étaient venues réduire l'importance relative du charbon. Quoi qu'il en soit, les mineurs s'estimaient légitimement en retard sur les industries à rendement croissant. Depuis le début de l'année, ils pratiquaient la grève du rendement. Le 1er février, la CGT-Force Ouvrière avait même lancé le mot d'ordre de grève totale. Sans grand succès, apparemment. Force Ouvrière est très minoritaire dans les mines, surtout en Lorraine. La Confédération des Travailleurs Chrétiens ne l'avait guère soutenue, tenant compte que la CGT, à direction communiste, montrait encore moins de chaleur. Cette modération de la CGT restera un des traits caractéristiques de ce grand mouvement : elle tient à apparaître comme une organisation sage au moment où elle demande, dans les organismes européens de gestion et d'administration, les postes qu'elle avait dédaignés jusqu'ici.

La rencontre, le 15 février, avec les dirigeants des Charbonnages de France n'ayant rien donné, Force Ouvrière et la CFTC chrétienne décidèrent la grève illimitée pour le 1er mars, la CGT pour quarante-huit heures seulement. Notez encore la position en retrait. C'est alors que la volonté, la détermination des mineurs allaient dépasser la prudence des chefs, infliger au pouvoir gaulliste sa première défaite retentissante, engendrer dans le pays tout entier un mouvement de solidarité comme on n'en avait pas vu depuis longtemps.

***

Le pouvoir paraissait bien tranquille. Il réquisitionna les mineurs, comme il en avait usé avec succès contre les cheminots, quelques mois auparavant. Les syndicats n'étaient nullement décidés à s'y opposer. Ils envisageaient d'autres formes de lutte, sur les lieux mêmes du travail. Mais voici que les mineurs, avec une unanimité impressionnante, firent la démonstration de ce que valait réellement la réquisition quand elle se heurte à l'unité et au courage : elle perd immédiatement son pouvoir d'intimidation. Les mineurs dédaignèrent l'ordre de réquisition signé de De Gaulle lui-même, de sa résidence personnelle de Colombey-les-Deux-Eglises (encore un trait caractéristique que l'on ne saurait trop souligner, le siège du pouvoir étant à Paris, et non à Colombey). Le gouvernement se trouva aussitôt désarmé. Non seulement cela, mais, par cette tendance naturelle qui fait que l'on va vers ceux qui viennent de gagner la bataille, les porte-parole des partis politiques, les notables, les pontifes de l'Eglise se mirent à défendre les mineurs. La réquisition fut dénoncée par tous comme une grave faute, alors que, si les mineurs y avaient obéi comme on s'y attendait, on aurait trouvé cette mesure très légitime et l'on aurait porté son succès à l'actif du gouvernement fort. Il s'ensuivit une formidable vague de solidarité dans toutes les couches populaires du pays, et aussi dans les classes ouvrières des autres pays.

Tout ce mouvement, tout ce bruit, toute cette agitation étaient les conséquences de la victoire des mineurs, une victoire que rien ne pourra leur enlever (de même que rien ne fera oublier la défaite de De Gaulle). C'est une victoire stratégique pour la classe ouvrière de France, et même de tous les pays, dans la mesure où elle démontre que l'action directe ouvrière est efficace contre l'Etat à prétention autoritaire.

***

Il fallait maintenant que le gouvernement s'en sorte puisqu'au fil des jours, la volonté des mineurs ne faiblissait pas. Toute velléité d'user de violence policière pouvait, dans les circonstances ainsi créées, provoquer un mouvement général de réprobation, un soulèvement aux conséquences imprévisibles. Reconnaissons que le gouvernement eut la sagesse de digérer sa défaite.

Après deux semaines de grève générale, la nomination et la consultation d'un comité d'experts, dit « Comité des Sages », apparurent comme un moyen de sortir de l'impasse. Cette solution avait déjà été préconisée, sans trop d'insistance, par la fédération Force Ouvrière. Cette entrée en lice du comité des trois Sages, présidé par le Commissaire général au Plan, est aussi une grande caractéristique de ce mouvement. Il marque l'intervention officielle des hauts technocrates — apparemment neutres — dans un grand conflit social. Voilà encore une innovation qui aura des suites et qui alimentera bien des discussions.

Les mineurs des Charbonnages de France évaluaient à 11 % leur retard par rapport à l'industrie privée. Les experts le chiffrèrent à 8 % (alors que le gouvernement n'accordait pas plus, à l'origine, que 4 %). Au fond, cette évaluation des « Sages » fut plus ou moins acceptée par les deux parties. La bataille traîna, non seulement parce que l'ardeur des grévistes restait très vive, mais parce que le gouvernement tenait à déguiser son recul. Il ne voulait pas être battu sur tous les tableaux.

De ce que les mineurs ont effectivement retiré d'une lutte magnifique de plus d'un mois — une lutte qui coûte cher, on l'imagine facilement —, des fruits réels qu'ils ont recueillis de leur succès initial, pour les salaires, les vacances payées, la réduction du temps de travail, on peut discuter et, en fait, on en discutera longtemps. La fin de la grève, les incidents qui l'ont marquée, la dé-

ception, le mécontentement manifestés par un grand nombre de grévistes ont montré une fois de plus cette difficulté qu'on a de bien terminer une grève, pour reprendre une expression qui est en train de passer dans le langage courant. Fallait-il étendre la grève à d'autres corporations, ou à tous les travailleurs ? Dans quelle mesure pouvait-elle ou devait-elle être étendue ? Voilà encore des questions qui sont posées et qui seront discutées sur le plan national, comme aussi, espérons-le, sur le plan international.

Il ne faut pas oublier qu'une bataille sociale — comme toute bataille d'ailleurs — n'est jamais aussi pure, aussi nette, aussi parfaite dans son déroulement et sa conclusion, qu'on le désirerait et que voudraient parfois nous le faire croire les historiens. La situation économique et politique de la France a pesé sur la grève des mineurs. Elle ne pouvait pas ne pas le faire. En outre, il faut tenir compte de la division organique du syndicalisme français, des différentes hypothèques politiques qui pèsent sur lui — surtout de la principale : la direction communiste de la la centrale syndicale la plus influente. On ne pouvait pas, du jour au lendemain, passer d'une situation où rien n'était clair à la superbe évidence d'une victoire sans ombres.

Le mérite des mineurs français est grand d'avoir renversé tous ces obstacles, d'avoir donné le coup de fouet au mouvement ouvrier, et surtout, en dehors des objectifs revendicatifs non négligeables qui ont été conquis, d'avoir battu, pour la première fois depuis son instauration, un patron-Etat particulièrement imbu et infatué de se spouvoirs. La belle façade de l'unité nationale autour du « guide » s'est effondrée.

Une considération qu'il ne faut pas non plus oublier : le désir du pouvoir de briser les syndicats — l'autre pouvoir —, désir exprimé ouvertement, au cours même de la grève, par un des ministres du Prince. Il n'était pas possible de l'aider dans cette tâche.

Ce mois de bataille sociale ne fut pas seulement celui des mineurs. Tous les travailleurs du secteur public et semi-public (une fraction de plus en plus grande des travailleurs français) y pirent une part. Les cheminots, les électriciens, les gaziers ont ce handicap à surmonter : leurs grèves — surtout s'ils adoptent, comme leurs syndicats ont cru devoir le faire, la méthode fort discutable des « grèves tournantes », des « grèves surprises » — ne sont pas populaires ; elles touchent trop directement les usagers des services publics essentiels, en majorité d'autres travailleurs. Il n'en reste pas moins qu'ils ont marqué des points eux aussi. Ils en marqueront d'autres, et la classe ouvrière avec eux, dans toute la mesure où ils sauront tenir fermement le drapeau de l'indépendance ouvrière.

Jean **ROYER.**

LA PRODUCTIVITÉ, FACTEUR DE PROSPERITE POUR TOUS ET D'EGALITE SOCIALE

En dehors de toute théorie et d'école, le simple examen des faits nous impose cette conclusion : c'est le progrès économique dû aux nouvelles techniques de la production qui conditionne le progrès social et qui est à son origine. D'autre part, le même examen nous permet d'affirmer que si ce progrès favorise les classes riches ou aisées, la cause n'en est pas dans le libre fonctionnement de l'économie, mais dans une action délibérée des maîtres du pouvoir qui pratiquent une politique propre à créer le confort et le luxe en même temps que la pauvreté et la misère. C'est une profonde erreur de croire que le déséquilibre social est l'aboutissement fatal irrémédiable de l'évolution, ou l'effet d'une loi émanant de la volonté d'un Dieu selon les Eglises. C'est ce que nous tenterons de montrer dans cette étude.

Tout d'abord quelques rétrospectives.

Pendant peut-être des millions d'années, les sociétés humaines dont la vie était simplifiée à l'extrême, n'ont guère connu ce que nous entendons aujourd'hui par progrès technique. Néanmoins la découverte du feu, qui a dû être pour les hommes de ce temps ce qu'est pour nous l'âge atomique, les a mis en présence de difficultés et de problèmes qui n'étaient pas d'un autre ordre que les nôtres. Les documents que nous a laissés la préhistoire nous montrent que les techniques primitives de production et d'échange ont été en progressant tant que les hommes ont pratiqué le travail en commun dans la famille, le clan, la tribu. Tout progrès fondamental a cessé dès que fut adopté et généralisé le système de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire l'esclavage. L'esclave était le moyen de production de l'époque, la machine. A quoi bon chercher ou inventer autre chose, ou faire appel à des forces naturelles plus coûteuses et moins dociles que l'homme ! C'est ainsi que pendant des millénaires les progrès de l'économie et par suite les progrès sociaux ont été à peu près nuls.

Ce qu'on appelle aujourd'hui productivité était obtenue par le fouet, l'esgartule, la mise en croix dans le monde antique ; par les amendes, les travaux forcés, le gibet, au moyen-age ; par la prison, les charges de la police et de la cavalerie, les fusillades, dans les temps dits modernes.

Affirmons sans crainte d'être démentis que cette productivité, sans laquelle il est impossible d'élever le niveau de vie des hommes, n'a pu naître, exister et se développer que le jour où les travailleurs ont osé regarder leurs exploiteurs en face, où ils ont su se grouper et s'organiser en force clamant leur volonté de travailler, de produire dans la liberté, l'égalité et la justice, que le progrès économique et social a pris l'essor actuel. Et voici comment : pour répondre à ce refus d'obéissance d'un prolétariat qu'on ne pouvait plus mettre au pas, la bourgeoisie a fait appel au machinisme dans le processus de la production et de l'échange.

On sait que le travail humain (la chair à travail) et le travail des machines sont interchangeables dans une large mesure. C'est dire qu'on peut remplacer l'un par l'autre. Le choix entre la main de l'homme et la machine pour l'exécution de certains ouvrages dépend du prix de l'argent et du prix de la main-d'œuvre. Plus les salaires sont élevés et plus le taux de l'intérêt est bas plus on peut remplacer l'homme par la machine. C'est par la mise en application de cette règle de l'économie que s'est ouvert le règne du progrès technique et d'un production en constant accroissement parce que la machine produit plus vite que l'ouvrier. Cette substitution s'est étendue sur une grande échelle au cours du siècle dernier et a vu naître en même temps un prolétariat prenant peu à peu conscience de son destin qui est de remplacer la bourgeoisie dans la direction des affaires du monde.

C'est à ce stade de l'évolution économique qui semblait tout d'abord favoriser les classes dirigeantes, qu'il est apparu très vite que le règne de la machine n'apportait pas au monde capitaliste la solution espérée. De nouveaux et graves problèmes ont surgi : engorgement des marchés, surproduction, manque de débouchés, mévente, crises

cycliques, concurrence anarchique avec tout son cortège de troubles, de révoltes, de grèves, de coups d'Etat, de guerres, de misère, etc...

C'est que le machinisme apportait dans l'économie bien plus qu'un simple changement, mais une révolution. La machine remplace bien le travailleur à la production, mais elle n'est pas présente à la consommation. Le salarié jeté à la rue perd son pouvoir d'achat. Seuls, les possédants et les travailleurs non débauchés pouvaient acheter une production de plus en plus abondante. C'est bien ce qu'on a vu entre les deux guerres. Une prétendue surproduction avec ses scandaleuses conséquences : blé dénaturé, lait jeté au canal, fruits et légumes transformés en compost, bétail abattu et enfoui, café servant à chauffer les locomotives, énormes quantités de marchandises stockées pourrissant dans les entrepôts ; et malgré cela, abondance en haut, disette à la base. Et pour coiffer cet odieux et criminel désordre, tous les pédants, plus ou moins savants de l'économie, de la politique, et du dirigisme plus ou moins planifié s'en rejetant les uns sur les autres, la responsabilité. Voilà ce qu'a donné et ce que donne encore le perfectionnement de plus en plus poussé des méthodes de production. N'est-ce pas lamentablement dérisoire !

***

Et si l'on allait plus encore au fond des choses, si l'on démontrait certains mécanismes de l'emploi et de la répartition des bénéfices, des profits et des salaires dans les entreprises, grandes ou petites, en répondant à cette question : à quelles catégories de personnes peut profiter toute nouvelle productivité dans les entreprises ? (la productivité étant la baisse du prix de revient).

a) D'abord, — et cela va de soi — aux patrons, aux dirigeants des entreprises, qui, on le sait, jouissent presque toutes d'un monopole ou d'une protection particulière ; ne craignant aucune concurrence, elles maintiennent leurs prix de vente, ou même les augmentent sous des prétextes divers comme c'est le cas au moment où j'écris, et ainsi empochent les salaires éliminés par la machine.

b) Ou aux salariés qui n'ont pas été congédiés et qui peuvent obtenir une augmentation de salaire par l'action de leurs syndicats. Çà s'appelle participation aux bénéfices ou encore primes à la productivité. Dans ce cas, ils s'approprient comme plus haut, les salaires de leurs camarades non embauchés ou licenciés, comme cela se produit chez Renault de façon spectaculaire, car Renault a le privilège d'être une entreprise pilote. Et il y a lieu de remarquer que cette pratique n'entraîne ni grève, ni refus collectif d'empocher des profits qui ici sont les salaires des camarades victimes d'un progrès mal compris.

c) La troisième possibilité est celle-ci : Les économies dues à la productivité n'iront ni aux patrons, ni aux ouvriers, mais seront répercutées sur les prix de vente, qui seront abaissés au profit des consommateurs. Là tout le monde en profite puisque tout le monde consomme.

Si l'on fait abstraction d'une quatrième possibilité, l'auto-financement qui mérite d'être traitée à part, on peut constater que les deux premières solutions *a)* et *b)* c'est-à-dire l'attribution des bénéfices de la productivité directement soit aux patrons, soit aux ouvriers soit aux deux à la fois ont inspiré et inspirent encore actuellement la politique économique et sociale française, et, ajoutons, avec l'assentiment plein et entier des salariés de toutes obédiences ; le différend ne portant que sur le partage.

***

Les responsables de cette politique, et leurs partisans oublient bien des choses ou font preuve d'une grande ignorance de certains impératifs économiques qui n'admettent pas d'être négligés. Ne savent-ils pas par exemple qu'il existe pas mal d'entreprises dites marginales, parce qu'au bord de la faillite, qui cependant sont utiles même indispensables, mais dont le genre d'activité n'est pas susceptible d'une productivité suffisante pour permettre le luxe des plus-values à se partager comme chez Renault.

Ont-ils réfléchi aux conséquences inévitables, à terme plus ou moins long, de cet impératif économique naturel, mis en évidence depuis fort longtemps déjà par les grands classiques de l'économie : *toute facilité de production, c'est-à-dire toute économie dans le processus de la production fait baisser la valeur d'échange des produits.* Et cet autre qui fait toucher du doigt le mécanisme de la crise qui aboutit à l'inflation et à la hausse des prix : *abstraction faite de l'inflation, le pouvoir d'achat nominal de la population ne peut ni augmenter ni diminuer ; il ne peut qu'être modifié dans sa répartition.*

***

Il en est tout autrement dans le cas du paragraphe *c)* cité plus haut : une baisse de prix consécutive à un accroissement de la productivité. C'est simple à prouver. Si un acheteur dépensait autrefois 10 francs pour une marchandise qu'il peut avoir aujourd'hui pour 9 francs, la différence reste à sa disposition. Il peut dépenser cet argent en achetant un peu plus de la même marchandise, ou en achetant autre chose ; ou bien encore l'investir dans la production. De toute façon, la demande de produits augmente et les ouvriers qui ont été mis sur le pavé par le progrès technique trouveront de nouveau du travail. Ainsi personne n'est lésé. Et là on voit bien qu'en laissant, ou mieux, en faisant jouer ce mécanisme naturel, l'économie s'enrichit d'un surplus de biens net et d'une augmentation *réelle* de pouvoir d'achat, qui n'a pas été volé quelque part. J'attends, en toute modestie qu'un économiste distingué me prouve que j'aie tort, ou que je voie mal les choses.

Sans faire preuve de partialité ou d'approbation systématique à l'égard de l'économie américaine, où le niveau de vie des travailleurs est deux à trois fois plus élevé que celui des travailleurs de chez nous, on peut dire que c'est précisément par une compréhensive et intelligente application de ces impératifs naturels que s'explique l'énorme capacité productive des U.S.A. : Voici par exemple comment procède le milliardaire Henri Ford, d'après ce que j'ai lu dans une revue américaine « Fortune », je crois.

Ce constructeur d'automobiles se contente d'un profit net de un dollar par voiture. La plus grande partie des bénéfices est consacrée à la baisse du prix de vente de ses voitures et cela même en temps de forte demande où les prix pourraient être bien plus élevés. En bref : pour multiplier ses dollars, il multiplie le nombre de ses voitures en les mettant à la portée de toutes les bourses.

Cette conception économique est à peu près générale aux U.S.A. Les entrepreneurs, les hommes d'affaires américains dont l'appât des profits est non moins élevé que chez nous ont pour principe de chercher le gain dans la quantité vendue avec un bénéfice réduit pour chaque unité. Leur raisonnement est celui-ci : il est plus facile et plus avantageux d'écouler, par exemple 10 unités de marchandises à 100 francs l'une que 5 unités de la même marchandise à 200 francs. Les producteurs américains dépensent des milliards de dollars pour la publicité, c'est-à-dire pour la chasse au client. Ils en étudient les réactions, le comportement, les désirs, les caprices, etc... et lui offrent au moment choisi, l'objet qu'il désire et qu'il est en mesure de payer.

Ne chercher dans cette pratique, ni morale, ni idéal, ni grand dessein, mais simplement l'efficacité commerciale.

Ce n'est sûrement pas le cas des producteurs capitalistes de chez nous dont la cécité économique est presque totale. La preuve est qu'ils ont les yeux tournés vers l'Est. Pourquoi ? Mais tout simplement parce que là-bas tout le système d'exploitation des travailleurs est solidement garanti : pas d'opposition politique ; pas de revendications, pas de grèves ; une planification qui règle tout : les prix, les salaires, les investissements, les balances commerciales, etc... N'est-ce pas le régime rêvé par notre Sauveur avec son Gouvernement, son Parlement, sa Cour de justice, ses millions de gogos communisants qui l'ont hissé au pouvoir ! Sans compter d'autres gogos qui se mettent à son service en bouffant de l'Américain, du Boche et qui opèrent jusque dans nos petites feuilles d'avant-garde, d'esprit soi-disant libertaire.

J. FONTAINE.

A PROPOS DE LA CHARTE D'AMIENS

Sous le titre « *La Charte d'Amiens et les idéologues* » (R.P. de décembre 1962), j'avais discuté un article de Gregorio Quintana *(Combat Syndicaliste* du 22-11-1962).

Sur ma demande, l'ami Padros (de Lyon) me communique la traduction d'une réponse de Quintana parue dans l'organe de la C.N.T. espagnole du 7-2-1963.

Le ton et la conclusion du papier nous invitent à conjuguer nos efforts, à chercher en commun l'accord et non des succès dans la polémique répondent trop à nos désirs et souhaits pour que nous envenimions un débat que rien de personnel ne peut avilir. Bien au contraire. L'article de Quintana porte des appréciations fort élogieuses sur la valeur morale de Monatte, des rédacteurs de la Charte d'Amiens, même sur « le remarquable groupe de la *Révolution Prolétarienne* » (1). Ce n'est pas par réciprocité polie que je rappellerai ici l'émotion que nous éprouvons lorsque nous évoquons les héroïques combattants libertaires de la Révolution espagnole. Avant que les staliniens l'aient impunément débaptisée, la grande salle de la Bourse du Travail ne portait-elle pas le nom ed Francisco Ferrer ?

La réponse de Quintana porte ce titre : « *Quelque chose de plus que la Charte d'Amiens* ». Malheureusement c'est ce « plus » que je ne trouve pas dans l'argumentation de Quintana.

Mon article de décembre 1962 situait la Charte d'Amiens en face des idéologues anarchistes, comme des doctrinaires socialistes. Il rappelait simplement que ce fut une affirmation d'unité ouvrière votée par 830 voix contre 9 (et non contre 48, comme un lapusus me l'a fait écrire).

Quintana me reproche d'avoir dissimulé les conditions de rédaction et de présentation du document. S'il veut bien lire la brochure « *L'actualité de la Charte d'Amiens* », il trouvera toutes les précisions utiles dans mon exposé et plus encore dans le compte rendu du congrès d'Amiens par Monatte (publié en introduction). Dolléans dans son *Histoire du mouvement ouvrier* rapporte les confidences de rédacteurs de la Charte. Cela suffit pour établir que toutes les tendances s'exprimèrent librement au congrès, que les objections a postériori de Quintana furent exprimées et réfutées au sein de l'équipe qui la rédigea, que personne ne pouvait à l'époque se méprendre sur la signification et la portée de la motion.

Dans la même brochure, j'ai répondu également aux détracteurs du syndicalisme révolutionnaire, et je n'ai rien omis des faits que notre camarade croit révéler et qui démontreraient d'après lui et beaucoup d'autres la faillite du syndicalisme révolutionnaire.

Que l'on s'accorde ou non sur cette douloureuse conclusion, il reste que pour nous ce n'est pas la Charte d'Amiens mais son mépris qui explique toutes les déviations, toutes les trahisons dont a souffert le syndicalisme révolutionnaire.

On peut penser le contraire. Mais pour le démontrer il faudrait nous prouver, en s'appuyant sur des expériences incontestables, que l'idéologie a suffi pour garantir l'indépendance organique et morale de la classe ouvrière pour maintenir à travers les gueres et les révolutions, l'idéal des anarcho- syndicalistes de 1906.

En attendant cette démonstration édifiante, nous maintiendrons notre fidélité à la Charte d'Amiens. Il est vrai que nous espérons aussi quelque chose de plus. Mais il nous faut d'abord cela. Et, comme « qui peut le plus, peut le moins », nous demandons sincèrement à nos amis du Combat syndicaliste de nous aider d'abord à retrouver... le moins : c'est-à-dire nationalement et internationalement : l'indépendance du syndicalisme et la pratique de la lutte des classes. Nous nous réjouirons du concours d'alliés qui ne dépasseront le syndicalisme révolutionnaire, qu'après l'avoir rejoint et restauré.

R. H.

LES MAGASINS EN NOCTURNE

Le « Bazar de l'Hôtel de Ville » a donné le départ de l'ouverture des magasins « en nocturne ». Une fois par semaine, le mercredi, le « Bazar » ouvre jusqu'à 22 heures.

« Quelle révolution, la cité retrouve un aspect nouveau, ça vit, ça bouge », écrit à ce sujet dans « Paris-Jour » un journaliste délirant.

... Et ça trime... et quelle régression peut-on dire aussi !

Effacées d'un seul coup soixante années d'efforts accomplis par des générations de « calicots » pour limiter l'amplitude des heures de travail ; jetée aux orties la législation sociale arrachée par la lutte syndicale.

Et par la volonté de qui ? D'employeurs dont le « jeune » paternalisme n'a pu décrasser l'esprit réactionnaire, qui croient être revenus au temps de la belle époque et des noctambules. Pour lesquels les salariés n'ont d'autre volonté que celle du patron. Pour qui « leurs » employés doivent faire passer avant toute vie familiale celle de l'entreprise. Et tout cela, avec la complaisante neutralité du Ministère du Travail qui, dans tout l'arsenal du Code du Travail, ne trouve rien, ni pour autoriser et ni, surtout, pour interdire l'ouverture jusqu'à 22 heures.

Ponce-Pilate constate qu'il y a une « expérience ». De la sorte que les magasins de chaussures « Cécil » puis « Inno-France » ouvrent à leur tour en nocturne, mais avec chacun leur soirée, ce qui fait que bientôt Paris aura chaque jour des magasins ouverts jusqu'à 10 heures du soir.

Braves citoyens et aussi braves clients — bien souvent travailleurs vous-mêmes — vous allez pouvoir vivre intensément. Tous les soirs, dans des quartiers différents, au lieu de rester bourgeoisement chez vous les pieds dans vos pantoufles, vous allez pouvoir courir les rues de la capitale : les magasins sont ouverts.

Allez, braves gens, ne craignez surtout pas de faire des folies. Votre pouvoir d'achat se chargera lui-même d'y mettre bon ordre ! Et si vous risquez jamais de succomber à trop de tentations, une bonne politique gouvernementale de réduction de la capacitéé d'achat viendra mettre le frein nécessaire à vos débordements !

Il ne vous restera plus alors, qu'à déserter les magasins de 9 heures du matin à 7 heures du soir pour rétablir l'équilibre de votre budget. Car, enfin, les nouvelles méthodes commerciales ne vont pas jusqu'à révolutionner des pratiques solidement établies.

Les prix sont ce qu'ils sont : Ils montent, même si parfois, en nocturne, certains articles marquent un palier.

Plus que les autres patrons, ceux du commerce redoutent, surtout pour le personnel, les majorations de salaires dont chacun sait qu'elles sont cause de l'augmentation du coût de la vie.

Braves clients, n'attendez donc pas de miracles.

Quand vous serez fauchés, il vous restera une ressource : celle d'aller en nocturne place de l'Hôtel-de-Ville ou ailleurs admirer les lumières de la ville et les vitrines étincelantes des magasins. Vous serez alors irrémédiablement garantis contre toutes les folies dépensières.

Monsieur Giscard d'Estaing sera bien content : plus de risque d'inflation à craindre !

Un « calicot ».

Notes d'Economie et de Politique

L'ETAT-PATRON

Un fait est caractéristique : depuis longtemps il n'y a à peu près pas de grèves dans le secteur privé tandis qu'il y en a presque constamment (grèves de durée indéfinie ou de durée limitée, grèves annoncées ou grèves surprises) dans le secteur public ; d'autre part, celles-ci sont beaucoup plus dures et beaucoup plus longues en règle générale que les quelques-unes qui ont lieu dans le secteur privé. Les grèves du mois dernier ont tout particulièrement illustré ce dernier point : celles des mines de fer de Lorraine et de Normandie, celle de l'usine de Lacq, qui se sont produites dans des entreprises régies par le capitalisme privé ont pris fin plus rapidement que la grève des charbonnages et que les mouvements revendicatifs dans les chemins de fer et l'E.D.F., industries gérées par des organismes publics.

Par ailleurs, le principal objectif de ces grèves du secteur public n'était rien d'autre que d'obtenir des salaires qui « rattrapent » ceux de l'industrie privée.

Ces deux faits montrent donc une fois de plus que, loin d'être un « bon patron », l'Etat est le plus mauvais des patrons. Non seulement il maintient les salaires de ses ouvriers au-dessous de ceux des ouvriers de l'industrie privée, mais lorsque ses exploités réclament une amélioration de leur sort, il s'y oppose avec une intransigeance et une obstination qui dépassent celles montrées en de semblables occasions par le patronat privé.

Le phénomène provient essentiellement de ce que l'Etat se fout royalement d'un facteur dont le capitaliste privé tient le plus large compte : le profit.

Dans les périodes de « haute conjoncture », d'intense activité économique comme celle que nous connaissons depuis la fin de la guerre, lorsque la main-d'œuvre est rare, que l'armée de réserve industrielle est réduite au minimum compatible avec le maintien de l'activité économique, le patron sait que s'il ne paie pas suffisamment ses ouvriers, ceux-ci iront chez un concurrent à court de main-d'œuvre, qui leur donnera les salaires qu'ils réclameront ; en conséquence les patrons accordent des hausses de salaires à peu près sans combat ; si pourtant une grève éclate, le patron blémit à la seule pensée de ce que toute nouvelle journée de grève représente pour lui de manque à gagner, ce qui fait qu'il a hâte, plus hâte encore que ses ouvriers, que la grève finisse le plus tôt possible, même si les augmentations qu'il lui faudra accorder risquent de réduire quelque peu ses bénéfices : d'où la courte durée des grèves dans le secteur privé.

La concurrence capitaliste et la passion du profit se trouvent donc jouer en faveur du prolétaire.

Or, pour l'Etat, de tels facteurs ne jouent à peu près pas.

Les entreprises d'Etat jouissent généralement d'un monopole. Alors, personne, ou à peu près, ne viendra leur disputer leurs ouvriers qui, presque toujours, ne connaissent d'autre métier que celui qu'ils font et pour lequel l'Etat se trouve être le seul employeur. Où un mineur de charbon, où un cheminot, où un gazier, où un postier trouveraient-ils à exercer leurs métiers ailleurs que chez le patron-Etat ?

D'autre part, l'Etat supporte sans trop s'en soucier le manque à gagner qui résulte d'une grève pour la bonne raison que pour lui, ou, plus concrètement, pour ceux qui le représentent, pour ceux qui en ont la charge, soit de l'Etat en général, soit de l'entreprise d'Etat touchée par l'arrêt du travail, les revenus ne dépendent pas des profits desdites entreprises ; leurs traitements sont indépendants des bénéfices. Par conséquent, que leur importe qu'une grève dure des semaines ou des mois ? Leur paie à eux n'en subira pas le contre-coup. Quant aux fonds de l'entreprise, le contribuable est là, au besoin, pour boucher les trous.

Une chose pourrait cependant les faire sortir de leur indifférence, Ce serait si la grève risquait de mettre en péril leur situation personnelle dans l'Etat ou bien la structure même de l'Etat — autrement dit : si la grève risquait d'avoir des conséquences politiques. Mais tant que cela n'est pas — et, dans la période actuelle, dont la caractéristique est une peur atroce parmi toutes les classes, de tout ce qui pourrait comporter des conséquences révolutionnaires, cela n'est pas à craindre — l'Etat-patron peut laisser les choses aller, dans une sereine indifférence.

Voilà pourquoi l'Etat se trouve être le plus ladre et le plus coriace de tous les patrons.

En période de dépression économique, il est vrai, la situation est quelque peu différente.

Quand la réduction de l'activité économique bat son plein, lorsque le chômage sévit, le patron privé est à la fois obligé et ravi de profiter de la situation pour faire jouer à plein la loi d'airain des salaires, en réduisant ceux-ci juste au niveau nécessaire pour que le travailleur conserve la force de travailler, étant donné qu'aucun concurrent ne risque de lui débaucher sa main-d'œuvre parce que personne n'embauche ; d'autre part, une grève qui arrêterait son usine presque dépourvue de commandes ne saurait être que la bienvenue.

Or, dans les entreprises d'Etat, ces considérations ont moins d'importance. L'Etat se hâtera donc moins de faire baisser les salaires de ses ouvriers que le capitalisme privé. La question du « rattrapage » ne se posera plus. Mais il n'empêche que si, pour une raison quelconque, les ouvriers d'une entreprise d'Etat se mettent en grève, l'Etat s'y opposera avec la même vigueur que dans le cas précédent, et pour les mêmes raisons.

L'Etat est donc bien le plus mauvais des patrons, puisqu'en cas de dépression économique il est aussi mauvais qu'un autre, et qu'en cas de prospérité, il est pire.

C'est pourquoi se trouve confirmée chaque jour davantage, l'une des thèses du syndicalisme révolutionnaire des années 1900.

Contrairement au socialisme parlementaire dont le programme préconisait le passage entre les mains de l'Etat des grandes entreprises, les syndicalistes affirmaient que cette substitution de l'Etat aux entreprises privées ne serait d'aucun avantage pour les travailleurs, l'Etat-patron, l'Etat bourgeois, ne pouvant être au mieux qu'un aussi mauvais patron que le capitaliste.

A cette époque, l'Etat ne gérant encore que peu d'entreprises, c'était là une affirmation qui était surtout de principe ; elle n'avait guère encore de vérifications expérimentales ; aujourd'hui, par contre, après les larges nationalisations opérées, non seulement en France, mais dans tous les pays européens, au lendemain de la dernière guerre, les faits abondent pour la confirmer.

Aussi comprend-on que certains partis socialistes, et non des moindres, le parti anglais et le parti allemand, ont jugé bon de rayer les nationalisations de leurs programmes, cependant que les autres, qui ne les ont point encore explicitement répudiées, se contentent de ne plus en parler. Puisque non seulement les nationalisations rencontrent, comme précédemment, l'hostilité de la bourgeoisie, mais qu'en outre, elles n'ont plus aucune attirance pour la classe ouvrière qui peut constater chaque jour, de ses propres yeux, qu'il n'y a rien de bon pour elle à en tirer, laissons-les tomber !

Mais, étant donné que les nationalisations constituaient, en fait, tout le programme des partis socialistes, que c'était la seule tarte à la crème qu'ils avaient à offrir aux électeurs, la seule mesure qu'ils pouvaient présenter comme étant de nature *socialiste*, en abandonnant les nationalisations, ces partis abandonnent tout socialisme ; rien ne les sépare plus des partis bourgeois. Ce sont des partis bourgeois comme les autres, des partis qui se distingueront peut-être de tel ou tel autre par une attitude différente sur tel ou tel des problèmes secondaires que peut présenter l'actualité politique, mais qui ne s'en différencieront par aucun *principe*.

Cependant, si le parti socialiste a abandonné tout socialisme, le socialisme n'en subsiste pas moins en tant que doctrine.

Aujourd'hui, comme hier, le socialisme consiste dans la disparition de l'appropriation privée des moyens de production, seul moyen d'éviter l'exploitation par les propriétaires des moyens de production, des travailleurs qui les font produire. Aujourd'hui comme hier, il faut donc exproprier les capitalistes. Seulement, au lieu de les exproprier au bénéfice de l'Etat, il faut les exproprier directement au bénéfice des producteurs, non point les remettre entre les mains de l'Etat, mais entre celles des travailleurs. Plus d'Etat-patron ! Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent devenir leurs propres patrons. Nationalisation ? Oui toujours ! Mais nationalisation qui s'accompagne de gestion ouvrière.

OU EN EST LA REVOLUTION ALGERIENNE ?

Vers la fin de la guerre d'Algérie, alors que la victoire du F.L.N. apparut comme certaine, j'ai insisté sur ce fait que, à la différence de ce qui s'était passé en Tunisie et au Maroc, l'indépendance algérienne s'accompagnerait inévitablement d'une révolution. La raison que j'en donnais était celle-ci : en Tunisie et au Maroc, il existait, à côté de la caste des colonisateurs et en dehors d'elle, une *bourgeoisie* indigène, alors qu'en Algérie, il n'y en avait pas.

Bien plus, en Tunisie et au Maroc, c'était essentiellement cette bourgeoisie qui avait mené le combat contre l'occupant : en Tunisie, les Destour, l'ancien et le nouveau, au Maroc, l'Istiqlal étaient de partis bourgeois, presque exclusivement bourgeois et ce sont eux qui ont conduit presque à eux seuls la lutte pour l'indépendance (aidés cependant, en Tunisie, par les syndicats ouvriers fondés par Fahrat Hached, et au Maroc, par le sultan). Or, par contre, en Algérie, le F.L.N. n'a rien d'un parti bourgeois. Il n'y avait pas de bourgeois parmi ceux qui ont lancé l'insurrection de novembre 54, et la masse de combattants qu'ils recrutèrent par la suite était presque exclusivement composée de paysans.

C'est pourquoi, en Tunisie et au Maroc, l'indépendance a été immédiatement suivie de la prise du pouvoir par la classe économiquement et culturellement dirigeante qui y était toute formée : la bourgeoisie arabe. Tandis qu'en Algérie où il n'y avait pas de classe dirigeante déjà constituée, le pouvoir, au lendemain de l'indépendance, demeura, en fait, vacant.

D'où la nécessité d'une révolution algérienne au cours de laquelle pourrait se constituer une classe dirigeante et à l'issue de laquelle celle-ci émergerait comme maîtresse de l'Etat, car c'est en cela essentiellement que consiste une révolution.

Révolution algérienne qui ne pouvait être qu'extrêmement profonde, puisqu'il fallait qu'une classe en quelque sorte naisse, une classe au sens marxiste du mot, c'est-à-dire un groupe social qui ne soit pas un simple agglomérat de gens occupant la même fonction dans la société ou des fonctions analogues, mais qui soit une « classe » et une « classe pour elle-même », c'est-à-dire un groupement social dont les membres soient liés par des idées et des sentiments communs, par les mêmes traditions (si récentes soient-elles) et par les mêmes perspectives. Or, toute naissance demande une période de gestation, un temps pendant lequel rien ou à peu près rien ne se passe, tout au moins en surface ; tout s'y développe en profondeur, puis, brusquement, un jour c'est l'éclatement. Tout vient au jour en pleine lumière !

C'est cet éclatement qui semble venir aujourd'hui de se produire en Algérie.

Certes, depuis le jour même de l'indépendance, il s'était passé des événements spectaculaires, en plein devant de la scène : l'évincement du gouvernement Ben Khedda, l'arrivée en maître, à Alger, de Ben Bella appuyé par des forces militaires fortement armées et fortement encadrées, des combats sanglants entre ces forces armées et d'anciennes formations maquisardes, la semi-sécession de la Kabylie, etc. Mais tout cela n'était, comme l'on disait autrefois des barricades, que des « illustrations » de la révolution ; ce n'était point la révolution véritable.

Celle-ci se faisait ailleurs, ailleurs que sur les champs de bataille ou que dans le sein des groupements politiques ; elle s'effectuait jour après jour dans les fermes et dans les usines.

Avant même l'indépendance, dès l'instauration de l'Exécutif provisoire, lorsque quelques patrons français commencèrent à mettre les bouts, leurs ouvriers, surtout ceux du bâtiment, occupèrent les entreprises abandonnées et se mirent à les faire marcher pour leur propre compte. Plus tard, après l'indépendance, lorsque l'exode de la plupart des Européens fut un fait accompli, de telles initiatives se généralisèrent, à la campagne et à la ville : la R.P. en a signalé une particulièrement, celle de Blida, mais celle-ci fut loin d'être isolée : en maints endroits, les travailleurs s'installèrent en maîtres dans les « biens vacants » et en assurèrent l'exploitation par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

Cependant, tout ceci apparaissait jusqu'ici comme pouvant n'être peut-être que provisoire, que comme des mesures de circonstances imposées par des nécessités momentanées, appelées à disparaître lorsque tout à nouveau se serait normalisé, « légalisé ».

Or, en officialisant ces prises de possession, en décrétant que tous les « biens vacants » devaient être pris en charge par des « comités de gestion » ouvriers, et allant même plus loin, plus loin que n'avaient osé aller, je crois, les initiatives ouvrières, en décrétant que la prise en charge par des comités de gestion ouvriers devait s'appliquer aussi à certains biens non vacants, comme les grands domaines agricoles, les hôtels, les cinémas, le gouvernement algérien a apporté une consécration officielle à la révolution résultant de l'initiative des travailleurs algériens. Par là, après quelque neuf mois de gestation, la révolution algérienne aujourd'hui naît.

On se rappelle sans doute que dans une lettre publiée dans la R.P. de janvier dernier, un de nos amis d'Algérie écrivait : « Ben Bella recule sur tous les points où il est critiqué ! Il ne tente jamais de convaincre, il « s'acclimate ». Dans de nombreux domaines il a complètement fait marche arrière... »

Les mesures d'expropriation et de remise des biens expropriés entre les mains de comités ouvriers de gestion, confirment entièrement l'observation de notre camarade. En les décrétant, Ben Bella n'a fait, en effet, que « s'acclimater » ; il a suivi ; il a suivi la classe ouvrière ; il a avalisé son action et, voulant suivre le courant, il a même été plus loin. On ne peut que s'en féliciter.

Si la révolution ainsi commencée suit son cours, si les comités ouvriers de gestion, continuent de gérer convenablement les entreprises, de les gérer *efficacement*, et de maintenir, en même temps, leur propre indépendance à l'égard du pouvoir, s'ils refusent de devenir de simples agents, plus ou moins camouflés de l'Etat, et qu'ils demeurent l'émanation directe des travailleurs de leurs entreprises respectives, qui seuls doivent avoir le droit de les nommer et de les révoquer, la révolution algérienne peut acquérir une importance mondiale. Cela, non seulement parce qu'elle prouvera aux travailleurs du monde entier combien il est facile, même pour un peuple dit « arriéré », de se passer de capitalistes, mais aussi et surtout, parce qu'elle montrera qu'il est d'autres voies pour s'évader du capitalisme privé que celle du capitalisme d'Etat.

Avec les « Conseils ouvriers » de Yougoslavie, les « Comités de gestion » d'Algérie, peuvent fournir le type d'une société « collectiviste » ; face au socialisme étatique, bureaucratique et technocratique, les Algériens peuvent élever l'édifice du socialisme ouvrier.

LA FOIRE AUX CANCRES

La « Foire aux Cancres », tel est le titre d'un livre et d'une émission d'Europe N° 1 ; je n'ai pas lu le livre et n'écoute point l'émission, mais je doute que l'on puisse trouver dans l'un ou dans l'autre des perles témoignant d'une ignorance égale à celle du ministre de l'Information de M. de Gaulle, Alain Peyreffite.

On avait déjà constaté l'invraisemblable galimatias que constituaient ses explications à la radio sur les salaires de mineurs, mais il y a mieux !

Un journaliste américain de renom, Joseph Alsop, collaborateur du *New-York Herald Tribune*, est allé voir le ministre qui, de par ses fonctions, est chargé précisément d'« informer » la presse, pour lui demander ce que voulait dire au juste M. de Gaulle, lorsqu'il parlait de « l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural ». Or, en réponse à cette demande, cet honorable ministre de l'« information », aussi mal informé sur l'histoire que sur les salaires des mineurs, a lâché ces deux admirables perles que M. Alsop s'est fait un malin plaisir de livrer à la publicité : la Russie a été sous la domination des Mongols jusqu'au XVIII° siècle *(sic)* — et : la Sibérie est une terre chinoise *(resic)!* Après celles-là, tirons l'échelle ! Comme cancre on ne saurait trouver mieux.

R. LOUZON.

Où va le monde arabe d'Orient?

Depuis quelque temps, les événements se précipitent en Orient à un rythme si accéléré, que l'on se demande toujours si ce que l'on écrit aujourd'hui ne sera pas périmé demain.

Je venais d'envoyer mon dernier article à la R.P. quand est arrivée la nouvelle du nouveau coup d'Etat de Damas, qui semble remettre en cause l'indépendance de la Syrie. Essayons de faire le point de la situation.

En septembre 1961, un coup d'Etat de l'armée syrienne mettait fin à l'union avec l'Egypte. Les personnalités politiques des anciens partis dissous sous la dictature nassérienne, Baath compris, se joignaient au mouvement. L'enthousiasme était général dans toutes les classes de la société.

Cependant, les nouveaux gouvernements syriens présidés par Béchir El Azmeh, puis par Khaled El Azem ne surent mener qu'une politique réactionnaire, sous la pression de la bourgeoisie syrienne. Et les difficultés s'accumulèrent. Des officiers de la garnison d'Alep tentèrent un coup d'Etat pro-nassérien, pour la reconstitution de la République Arabe Unie. A Damas, d'autres officiers, anti-nassériens ceux-ci, accusant le gouvernement de mollesse, tentèrent de le renverser. L'armée, décidément, s'était trop habituée à la pratique des coups d'Etat. Elle n'avait plus le moindre respect de la démocratie et prétendait tout régler par la force. D'autre part, le Baath se divisait : la majorité, avec Michel Aflak et Salah Bitar, prétendant que Nasser avait fait son auttocritique, jugeait utile de se rapprocher de lui au nom de l'unité arabe, tandis que la minorité dirigée par Akram Haurani demeurait violemment antinassérienne.

Le 8 février 1963, un coup d'Etat militaire éclatait à Bagdad. Kacem, Mehdaoui et quelques autres dirigeants irakiens étaient fusillés. Les communistes qui tentaient de résister étaient pourchassés, arrêtés, massacrés, pendus. Le nouveau gouvernement, présidé par le général nassérien Aref, comprenait en majorité des baathistes irakiens, plus proches du nassérisme que les baathistes syriens.

Le gouvernement syrien, qui avait déjà perdu l'appui des socialistes baathistes de tendance Haurani, semble alors désemparé. Par crainte d'une entente directe Irak-Egypte dirigée contre lui, il offrit à Bagdad d'envoyer une délégation pour discuter de l'unité tout au moins militaire entre l'Irak et la Syrie. Bagdad ne répondit que par un refus railleur à cette proposition. On comprend pourquoi : le coup d'Etat militaire syrien se préparait.

Un mois après l'Irak, la Syrie tombait au pouvoir des Baathistes tendance Aflak-Bitar. Ces derniers cependant avaient dû pour arriver à leurs fins s'unir aux éléments pro-nassériens, nostalgiques de

la République Arabe Unie. Certains militaires, ceux de l'armée de l'air surtout, tentèrent de résister au coup de force. Mais les menaces d'intervention des armées irakienne puis égyptienne les contraignirent d'accepter le fait accompli. Que veulent donc les Baathistes ? Ils se réclament avant tout de l'unité arabe. Et pourtant ils ne veulent pas reconstituer purement et simplement l'union avec l'Egypte. Des manifestations pro-nassériennes ont été dispersées par la police à Damas.

Michel Aflak, Salah Bitar et leurs amis voudraient une union assez lâche avec l'Irak et l'Egypte, laissant à chacun des trois pays une certaine autonomie (1). Il savent que le retour à la R.A.U. de type nassérien n'aboutirait qu'à dresser l'ensemble du peuple syrien contre le régime, comme la première fois. Mais le Baath pourra-t-il rester maître de la situation ? Il n'a pu prendre le pouvoir qu'avec l'aide des nassériens, auxquels il a dû faire déjà concession sur concession : Retrait de la plainte déposée par la Syrie contre l'Egypte à la Conférence arabe de Chtaura. Condamnation de la rupture de la R.A.U. en 1961 (rupture que lui, le Baath, avait pourtant approuvée). Privation des droits politiques infligée à tous ceux qui avaient combattu le nassérisme (non seulement les politiciens bourgeois, mais aussi les communistes et les Baathistes de tendance Haurani). Arrestation des militants des mêmes partis. (Quelques-uns ont pu échapper à la répression : Khaled El Azem s'est réfugié à l'ambassade de Turquie et Akram Haurani est, parait-il, en fuite). En jouant ce jeu, les Baathistes risquent de n'être que des apprentis-sorciers et de se retrouver bientôt en prison avec ceux qu'ils pourchassent aujourd'hui. Déjà, la presse nassérienne les attaque et leur reproche leur passé. Ils ont espéré pouvoir opposer à l'Egypte un front uni Irako-Syrien. Mais il est à craindre que Nasser réussisse tôt ou tard à les éliminer. D'autre part, l'exaltation des sentiments panarabes, qui dans le peuple se confondent trop facilement avec le fanatisme musulman, a abouti à des brimades contre les chrétiens du quartier de Bab-Touma, à Damas, ville où jusqu'à présent les groupes des différentes religions faisaient bon ménage.

Au moment où j'écris ces lignes, voilà où en est la situation. L'unité arabe dont on entend tant parler est-elle en train de se réaliser ? A mon avis, elle ne peut se faire actuellement que dans un cadre très large, en laissant à chaque pays une grande autonomie. S'il en est autrement, ce ne pourra être que par la force. Les nassériens pourront peut-être imposer à la Syrie le rétablissement de la R.A.U. telle qu'elle existait auparavant, et à l'Irak une unité de même nature. Mais ils ne pourront empêcher le peuple syrien de regretter ses libertés une fois de plus perdues. Déjà on murmure en Syrie que derrière Nasser, il y a les Américains qui attendent du dictateur égyptien la paix avec Israël. La reconnaissance du « statu quo » en Palestine serait donc le prix de l'unité arabe. C'est du moins ce qu'en arrivent à penser de nombreux Arabes opposés au Nassérisme.

Le Baath arrivera-t-il à dominer la situation ? C'est possible, mais pour le moins douteux. Il est à souhaiter qu'il demeure assez fort pour résister à la pression nassérienne. Mais il faut convenir que son action parait bien peu cohérente : Allié de Chichakly, il a été ensuite son principal adversaire. Promoteur de l'union avec l'Egypte, il s'est ensuite rallié au mouvement qui a rétabli l'indépendance syrienne. Le voici maintenant de nouveau allié au nassérisme, tout en essayant de ne pas se laisser déborder par lui. Une ligne aussi zigzagante ne peut que lasser ceux qui avaient cru pouvoir trouver en lui un guide. Il eût été préférable de voir le Baath donner au monde arabe l'exemple d'un mouvement socialiste démocratique plutôt que vouloir réaliser à tout prix une unité arabe qui, dans la situation présente, aboutit forcément à la perte des libertés.

J. GALLIENNE.

P.S. — De violentes bagarres viennent d'avoir lieu à Damas entre Baathistes et Nassériens. Les ministres nassériens ont démissionné du gouvernement, un couvre-feu rigoureux a été décrété, les entrées et sorties du territoire syrien ont été plus sérieusement contrôlées. Le Baath a donc semblé marquer un point. Puis il y a eu un compromis, des promesses ont été faites aux Nassériens, et les conversations tri-partites viennent de reprendre au Caire. Il me semble toujours à craindre que le Nassérisme sorte vainqueur, en fin de compte, de ces discussions et des suites qu'elles auront.

(1) Le fait que l'on parle d'élargir cette union au Yemen et à l'Algérie montre qu'on ne la souhaite pas trop étroite.

UNE SCANDALEUSE INTERDICTION

A la réunion du conseil municipal de Toulouse, du 29 mars, M. Llante a donné connaissance d'une lettre du préfet de la Haute-Garonne, l'informant que « compte tenu des circonstances de lieu et de temps », il n'apparaissait pas à M. le ministre de l'intérieur que le Congrès du Secours populaire puisse se tenir à Toulouse comme prévu les 13, 14 et 15 avril, pour la raison que cette ville se trouve près de la frontière espagnole.

Le Conseil municipal, dans son ensemble, a réagi contre cette violation flagrante d'une des plus élémentaires libertés républicaines, et sur proposition du maire, Louis Bazerque, le Conseil municipal a voté, à l'unanimité des présents, y compris cinq membres U.N.R., une subvention de 1 500 francs aux organisateurs de ce Congrès.

On connait ici notre position à l'égard du parti communiste dont le Secours populaire n'est qu'un satellite. Mais nous n'admettons pas l'interdiction prononcée par le ministre de l'intérieur ni le motif qu'il a provoqué.

Le Secours populaire n'est pas spécialement orienté contre l'Espagne de Franco. Il défend partout les communistes et leurs alliés quand ils sont victimes de la répression « bourgeoise » et l'on ne s'explique pas en quoi la tenue de son Congrès à Toulouse peut inquiéter le dictateur à Madrid.

En outre, le gouvernement français ne peut espérer, par cette complaisance à l'égard de Franco, gagner l'Espagne à sa prétention de jouer le rôle de « leadership » de l'Europe. L'article de Serano Suner (beau-frère de Franco) paru dans l' « A.B.C. » de Madrid, devrait lui montrer la vanité d'un tel espoir.

Espérons que cette mesure aussi malfaisante que stupide sera rapportée et que, comme prévu, le Congrès du Secours populaire pourra se tenir librement à Toulouse. — F. Ch.

Les syndicats et le pouvoir en Algérie

D'une « fiche d'information » du groupe d'études anticolonialistes, consacrée au congrès de l'U.G.T.A. nous détachons les passages suivants qui traitent de l'action respective des syndicalistes algériens et du pouvoir politique sur le plan de l'organisation de l'économie jusqu'au congrès des syndicats qui a vu les agents du pouvoir s'emparer de la direction de l'U.G.T.A. :

Le Congrès de l'UGTA a vu l'un des derniers affrontements publics entre deux conceptions de la révolution algérienne. Il est important d'en connaitre le déroulement : il a cristallisé pendant quelques jours la résistance à la politique du gouvernement, et celui-ci a dû appliquer ses méthodes au grand jour. Alors qu'il est si difficile d'analyser la réalité contradictoire de la politique algérienne et les forces qui rivalisent sourdement, on a ici un phénomène clair, dont un grand nombre de gens ont été les témoins, qu'il est possible d'exposer dans ses propres limites, au lieu de se contenter de généralités dont tout fait craindre qu'elles seraient fallacieuses.

Nous accordons une importance particulière au congrès de l'UGTA parce que, telle une démonstration mathématique, il comporte des prémisses et une conclusion, et que les facteurs en présence se sont combinés suivant leur propre logique interne.

Nous pensons qu'il est préférable d'analyser un événement concret dont on peut tirer des éclaircissements sur les articulations de la politique en Algérie, plutôt que d'utiliser des schémas théoriques plus ou moins bien faits, qui ne visent pratiquement qu'à justifier les obsessions ou les remords d'une attitude passée un peu trop prudente.

L'UGTA, DU CESSEZ-LE-FEU AU CONGRES

L'Union Générale des Travailleurs Algériens, qui avait été créée en 1956, n'avait guère pu effectuer le travail syndical en territoire algérien pendant la lutte de libération nationale. Certains de ses cadres étaient en prison, d'autres intégrés dans les divers organismes du Front où les possibilités d'action syndicale étaient réduites ; d'autres enfin résidaient à Tunis où ils poursuivaient des tâches de formation. Il existait en France une Association Générale des Travailleurs Algériens (A.G.T.A.) bien organisée, dont les militants avaient généralement une formation pratique supérieure à celle de leurs camarades restés en Algérie.

Après le cessez-le-feu, quelques militants se réunissent à Alger, dans la banlieue de Maison-Carrée et commencent à organiser l'Union. Ils partent de zéro, sans moyens, sans cadres, dans une situation troublée. A ce petit noyau, des forces se joignent : travailleurs qui veulent se syndiquer, et cadres qui viennent de France et de Tunisie. Dès lors le *travail d'organisation* s'amplifie, et porte ses fruits. Il se crée de nombreuses unions locales parce que le recrutement est facile : les travailleurs cherchent fréquemment d'eux-mêmes le contact avec la Centrale. Le mouvement se poursuit tout l'été, et encore jusqu'à la fin de l'année ; à ce moment-là, l'UGTA n'est pas loin — semble-t-il — de compter 300.000 adhérents effectifs...

En pratique, dans les régions où elle jouait le rôle moteur — comme par exemple l'Orléansvillois, le Sud Constantinois, Saïda, Boufarik, Bougie — l'UGTA entreprenait la remise en marche des biens vacants (fermes et industries locales) par ses propres moyens, l'outil essentiel étant les comités de gestion Elles suscitait ces comités, puis assurait leur coordination, essayant toujours d'inculquer le maximum de sens des responsabilités aux membres des comités de gestion eux-mêmes ; l'accent était mis sur la démocratie à observer dans l'élection puis le contrôle par les travailleurs de ces comités, bien que les résultats ne soient pas partout identiques.

Dans le numéro 4 de l' « Ouvrier Algérien » (9 novembre, la Fédération des syndicats de travailleurs agricoles exposait ainsi sa conception des comités de gestion : elle compte sur l'appui des travailleurs des villes en faveur de leurs camarades de la campagne. Puis elle expose les difficultés qui se présentent à chaque étape, « du fait du caractère peu révolutionnaire des institutions administratives et des méthodes de gestion », et ses propositions pour résoudre ces difficultés : accéération du recensement des biens vacants, mise en place généralisée des comités, commercialisation, constitution d'unions des comités de gestion pour une meilleure organisation technique et financière, et un renforcement du « mouvement rural d'auto-gestion ouvrière, transformation des structures et des méthodes administratives pour faciliter l'éclosion et le développement des comités : « les institutions ne sont pas apolitiques et il faut alors savoir choisir celle de la politique qu'on poursuit, en l'occurrence le socialisme ».

UN EXEMPLE CONCRET : BOUFARIK ET BLIDA

Un exemple régional parmi d'autres, Boufarik et Blida, deux des centres les plus importants de la Mitidja montrera sur le terrain la politique réelle des cadres UGTA d'une part, et des partisans de Ben Bella de l'autre.

A Boufarik l'équipe de l'UGTA menée par Si Mahmoud Bouamra, a, dès le mois de juin 1962, pris l'initiative de la réforme agraire : « Quand les colons sont partis, déclarait Bouamra à l' « Ouvrier Algérien » (nº 2, 19 octobre 1962), j'ai été trouver les autorités, mais personne ne voulait prendre ses responsabilités et d'ailleurs la plupart des autorités n'étaient pas encore en place, c'est alors que j'ai pris l'initiative de mettre la caisse de l'UGTA à la disposition des paysans à condition qu'ils organisent des comités de gestion et qu'ils prennent toutes les dispositions utiles. Chaque ferme a sa propre comptabilité et la plus riche de toutes, Sainte-Marguerite (2.600 ha), nous sert de banque. »

Quarante-trois fermes de quelques dizaines à quelques centaines d'hectares, produisant des agrumes, du vin et du blé furent ainsi reprises en main par leurs ouvriers agricoles. Le syndicat a joué un rôle d'animation et de coordination. Il fixa le salaire minimum à 850 AF par jour au lieu des 732 AF payés par le colon, et se donna pour tâche d'organiser une coopérative de production et de vente. Mais au mois de septembre, la sous-préfecture de Blida retira à l'UGTA la responsabilité des comités de gestion. Elle vendit aux enchères les récoltes sur pied à des grossistes européens (qui les eurent, semble-t-il, à bas prix). Elle fit procéder à de nouvelles élections des comités de gestion, qui furent d'ailleurs tous réélus. Mais depuis, en l'absence de l'autorité centrale d'une coopérative, certains comités ont pu commettre des abus sans être inquiétés.

D'autre part, la sous-préfecture a pris en charge la direction financière et a fait redescendre les salaires minimum à 732 AF au mois de décembre, les investissements nécessaires (engrais, essence pour les tracteurs) n'étaient toujours pas faits. Les ouvriers agricoles, et en particulier les membres des comités de gestion, se plaignaient de ce que la sous-préfecture ne se souciât pas de leurs problèmes et ne leur laissât pas les moyens de les résoudre eux-mêmes.

En fait, sinon en droit, le rôle d'animation restait à l'UGTA dont les responsables s'y consacraient entièrement. Ils expliquaient aux paysans que la terre devait leur appartenir sous forme coopérative.

La politique de la sous-préfecture est plus difficile à interpréter. Pour mieux la comprendre, il convient de considérer ce qui se passe à Blida, à une vingtaine de kilomètres de Boufarik.

Là, les choses ont commencé beaucoup plus tard. Tandis que Boufarik subissait la crise de cet été et poursuivait son travail d'organisation, les responsables de Blida y prenaient activement parti. Aussi, ce n'est que le 29 novembre qu'y fut créée la coopérative Aïssat Idir. Elle est dirigée par Safi Boudissa, ancien militant syndicaliste en France, puis l'officier de l'A.L.N. en Tunisie, qui a com-

posé une équipe très dynamique et entièrement dévouée à son chef. En moins d'un mois, la coopérative contrôlait une part très importante de l'économie de Blida et de la région. Fermes, commerces, ateliers, étaient organisés en comités de gestion élus. Mais il y a plusieurs exemples de membres de ces comités qui étaient inconnus de leurs électeurs et qui avaient été « parachutés » par la coopérative. Dans les fermes importantes, les membres du comité effectuaient au mieux un travail de contremaître.

Ici, comme à Boufarik, la récolte avait été commercialisée par la sous-préfecture. C'est la sous-préfecture qui payait les ouvriers. Mais tandis qu'elle donnait 732 AF à ceux de Boufarik, à ceux de Blida elle payait près de 900 AF et parlait d'augmentation. Ses rapports avec la coopérative étaient des meilleurs, surtout après le passage à Blida de Ben Bella à la mi-décembre. C'est même plus la sous-préfecture qui obéissait à la coopérative que le contraire.

En fait, toute la vie économique, politique, et administrative de Blida est dirigée par Boudissa et son équipe. Il a fait venir un syndicaliste, Slimane, ancien membre benbelliste de la Fédération de France, qui n'avait jamais mis les pieds à Blida auparavant, pour prendre la responsabilité de l'UGTA.

Les cadres locaux se sont soumis ou ont dû se démettre.

Organisant la vie économique, pourchassant les spéculateurs, il n'est pas douteux que la coopérative soit populaire à Blida. Mais demain on s'apercevra que tout est centralisé, autoritaire.

D'ailleurs, dès aujourd'hui, Boudissa n'hésite pas à lancer des accusations de spéculation contre ses adversaires politiques. Un exemple précis qui nous ramène à Boufarik :

L'équipe de Blida accusa Bouamra, militant syndicaliste de longue date, et qui fut, nous l'avons montré, un des tout premiers en Algérie à se consacrer à la réforme agraire sur le terrain, d'être un « ennemi du peuple ». Le motif réel de cette accusation est le suivant : la coopérative Aïssat Idir veut s'étendre sur Boufarik et y implanter ses méthodes. La popularité et surtout le travail de Bouamra constitue le principal obstacle.

Rappelons d'autre part la différence des salaires payés par la sous-préfecture. Si la coopérative Aïssat Idir s'étend sur Boufarik, les salaires y seront du même coup au niveau de ceux de Blida, et les résistances des ouvriers agricoles risquent de succomber à un tel argument.

D'un côté donc une tentative de démocratie de base et de collectivisme agraire, soutenue par l'ancien bureau de l'UGTA, et dont le responsable est sérieusement menacé d'emprisonnement. De l'autre, un travail passionné, efficace, désintéressé, mais totalitaire par l'esprit et les méthodes, soutenu par Ben Bella et l'ANP, et dont le principal acteur, Boudissa, vient d'accéder — nous verrons dans quelles conditions — au nouveau bureau de l'UGTA.

Constatant également l'existence de deux méthodes, René Dumont rapporte : « Ces comités élus ont fonctionné correctement dans les zones de tradition syndicaliste, notamment dans la Mitidja, là où les ouvriers avaient lutté contre leurs employeurs et éprouvaient un sentiment de solidarité et de responsabilité vis-à-vis du bien public plus marqué qu'ailleurs. Dans d'autres secteurs, la situation est bien différente. Il arrive par exemple que des membres du Comité se considèrent comme une classe privilégiée : on leur a promis des bénéfices, ils ne travaillent pas de leurs mains. A Sétif, par exemple, certains nous ont dit : « Nous allons voir comment les ouvriers — ils n'ont pas dit nos ouvriers, mais c'était tout juste — travaillent. » (Jeune Afrique, nº 119). On sait que Sétif est une région qui est sous le contrôle du parti, et plus encore sous celui de l'ANP (Armée Nationale Populaire).

L'antagonisme va parfois plus loin. A El-Achour, par exemple, dans la Mitidja, l'argent du comité de gestion des biens vacants a été réquisitionné par l'A.N.P., soit 7.260.000 AF, ce qui a mis 3.000 ouvriers agricoles en chômage (L.O.A., nº 2).

L'UGTA ET LES CONFLITS POLITIQUES

L'UGTA, pendant la crise de l'été, se tenait à l'écart et continuait son travail ; pendant les fusillades de la Casbah, elle demandait : « Elections rapides de l'Assemblée Nationale constituante et souveraine — participation de l'UGTA au législatif selon le rôle prépondérant qu'elle joue dans l'économie du pays, et sa forte implantation organique en Algérie ». Elle réclamait en outre la création de divers comités nationaux (économie, salaires, sécurité sociale) avec participation ouvrière (Alger Républicain, 30 août).

Il y avait inévitablement contradiction entre la volonté d'effectuer des transformations économiques et sociales, et celle de ne pas entrer en conflit avec l'autorité.

Cette contradiction, les dirigeants de la Centrale ne l'ont pas résolue. Pour bien comprendre ce fait, il est nécessaire de se rendre compte qu'ils donnaient une priorité absolue aux problèmes concrets d'organisation et de mise en marche des syndicats locaux. De plus, la direction n'a pas toujours été unanime sur la conduite à tenir.

Dès cette époque, et jusqu'au bout, la politique de la Centrale a été de négocier avec l'autorité, en l'occurrence avec le Bureau Politique (BP) un modus vivendi qui lui permettrait de continuer son activité librement tout en bénéficiait de la relative sécurité rétablie par le nouveau pouvoir central. Mais si l'UGTA avait sa politique, le BP avait la sienne : quand l'UGTA pensait assurer son autonomie d'action par l'accord verbal du 29 octobre d'abord, par l'accord écrit du 19 décembre ensuite (« Le parti veillera constamment à respecter et à faire respecter l'autonomie organique et de gestion de l'UGTA »), le BP s'accordait un délai pour renforcer sa position et introduire des ferments de division dans l'UGTA.

Tandis que les cadres nationaux et locaux accueillaient l'accord du 19 décembre comme une victoire, puisque les autorités allaient cesser d'entraver leur activité sur le terrain, le BP se donnait la possibilité d'intervenir dans la préparation du congrès prévu pour le mois de janvier, en faisant élargir la commission chargée de la préparer.

Une lettre d'Oranie

Notre camarade Duperray vient de recevoir la lettre suivante :

Je te mets au courant d'un fait qui a eu lieu dans l'usine où je travaille, fait qui se renouvelle dans beaucoup d'usines de la région oranaise.

Le mandat de délégués d'ateliers se terminait. Je pensais que dans une république démocratique et populaire, il y aurait des élections. Quelle ne fut pas ma surprise lorsqu'un matin je lus la note de service suivante :

« En accord avec le syndicat des métaux U.G.T.A., la direction de l'usine désigne comme délégués les noms suivants, et comme délégués suppléants les noms suivants, membres de l'U.G.T.A. »

Tous ces délégués sont des musulmans. Notre direction est de tendance Algérie Française. Tu vois de là mon désarroi.

La nationalisation des grands domaines et leur remise aux comités de gestion, je ne puis que l'approuver, surtout qu'on nationalise des propriétés achetées à vil prix au moment de la fuite par des Thénardier du crû. Mais que valent ces comités de gestion ?

Un exilé volontaire en Algérie.

Dix ans après la mort de Staline

Dix ans après la mort du tyran anti-communiste Staline, il n'est pas mauvais — et pas seulement pour en rire — de se remettre sous les yeux quelques élucubrations datant de 1953 ou 1954. Cela reste très instructif pour un militant ouvrier. Voici une sélection:

« Quand Sergei Mironovitch Kirov est mort, et que son corps a été exposé dans la salle des Colonnes, Staline a pleuré, j'étais à quelques pas, j'ai vu les larmes sur son visage...

« ...La France doit à Staline son existence de nation. Non seulement pour cette victoire que commémore une place de Paris, non seulement pour Stalingrad, victoire du génie militaire de Staline, mais pour tout ce qui a rendu cette victoire possible. Depuis la thèse essentielle qui proclamait la possibilité de bâtir le socialisme dans un seul pays jusqu'à l'affirmation que l'homme est le capital le plus précieux. »

Louis ARAGON, prix Staline
(Lettres françaises, 12 mars 1953).

Si maintenant vous vous reportez au rapport de Krouchtchev au XXII[e] Congrès (texte intégral dans « L'Humanité » du 31 octobre 1961), vous apprendrez que Staline avait « organisé » le meurtre de Kirov. Il faut donc admettre que Staline pleurait sur sa victime.

⁂

« O Grand Staline, ô chef des peuples
Toi qui fais naître l'homme
Toi qui fécondes la terre
Toi qui rajeunis les siècles
Toi qui fais fleurir le printemps
Toi qui fais vibrer les cordes musicales
Toi splendeur de mon printemps, toi
Soleil reflété par les milliers de cœurs. »

Louis ARAGON
(Cahiers du Communisme - mars 1954)

⁂

« Le plus grand homme d'Etat du monde contemporain n'est plus. Staline est mort, le cœur de Staline a cessé de battre.

« Par l'émotion suscitée par la triste nouvelle sur toute la terre, tant parmi ses amis que chez ses ennemis, on peut mesurer la place que Staline tenait dans le monde.

« La mort de Staline est un immense malheur pour l'humanité. Comment lui rendre l'hommage qu'il mérite ? Dans les jours accablants de sa mort il est difficile d'exprimer le sentiment qui nous étreint, la douleur que l'on éprouve.

« ...Avant tout je veux parler de son humanité. Parmi ses qualités et ses dons, ce trait de caractère m'a paru particulièrement éminent. »

Pierre COT, prix Staline
(Pravda, 9 mars 1953)

⁂

« Comme on comprend la douleur de chaque homme, où qu'il vive, à l'annonce de la mort du grand défenseur de la paix ! Mais tous les hommes savent que Staline ne peut pas mourir. Il vit non seulement dans ses œuvres, non seulement dans la puissance et dans l'essor de l'Etat soviétique, mais dans la conscience de centaines de millions d'hommes... Lorsque le cœur de Staline a cessé de battre, le cœur de l'humanité s'est mis à battre encore plus fort... »

(Etudes soviétiques - n° 61. Paris 1953)
Ilya EHRENBOURG

Une question qui reste à élucider : en quelles circonstances exactes le cœur de Staline s'est-il arrêté de battre ? Car, après dix ans, la mort de Staline reste mystérieuse. Le 4 mars 1953 un communiqué apprenait au monde que Staline avait été frappé d'une hémorragie cérébrale dans la nuit du 1[er] au 2 mars. Et le 6 on annonçait qu'il était mort le 5 mars à 21 heures. On n'a rien dit sur ses derniers instants. Avait-il repris connaissance entre les 2 et 5 mars ? Ce mystère maintenu encore dix ans après sa mort renforce l'idée que Staline pourrait bien n'être pas mort de mort naturelle soit qu'on l'ait assassiné soit qu'on l'ait laissé sans soins. Et ces hypothèses deviennent parfaitement plausibles si l'on se rappelle ces paroles de Khrouchtchev au XX[e] Congrès :

« Staline avait de toute évidence le dessein d'en finir avec tous les anciens membres du Bureau Politique. Il avait souvent déclaré que tous les membres du Bureau Politique devaient être remplacés ». Cela pourrait être entendu comme une justification pour la liquidation de Staline. »

⁂

De « L'Humanité » du 27 janvier 1953 :

« Dix médecins parisiens, parmi les plus éminents, viennent de rendre publique la déclaration suivante, au sujet des médecins terroristes démasqués en U.R.S.S. et des campagnes de mensonges qui ont suivi cette découverte :

« ..Les médecins français estiment qu'un très grand service a été rendu à la cause de la paix par la mise hors d'état de nuire de ce groupe de criminels, d'autant plus odieux qu'ils ont abusé de la confiance naturelle de leurs malades pour attenter à leur vie.

« Les agents français et sionistes des services américains en France essayent de se solidariser avec des criminels... »

La mort de Staline sauva ces « criminels ». Plusieurs d'entre eux apportent maintenant leurs soins aux successeurs de Staline. Mais rien ne sauvera plus les criminels et organisateurs de mensonges, ces malheureux médecins « éminents » dont « L'Humanité » publiait l'inoubliable déclaration.

⁂

« Il est des morts plus vivants que les vivants, qui ne mourront jamais, parce que leur œuvre vit, vivra dans les siècles, et l'œuvre du camarade Staline est de celles-là.

« Les deux géants de l'humanité Lénine et Staline reposent aujourd'hui côte à côte dans le mausolée sur la place Rouge de Moscou. Côte à côte, comme ils le furent dans la vie pour le bonheur des hommes.

« Gloire éternelle au grand Staline ! »

Jeannette VERMEERSCH
(Cahiers du communisme, mars 1954)

⁂

« La publication de l'ouvrage génial du camarade Staline sur « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », généralisation grandiose de l'expérience de la construction du socialisme en U.R.S.S. et du mouvement révolutionnaire international, constitue un événement capital dans la vie idéologique de tous les partis communistes. Cet ouvrage aidera puissamment les communistes français à mieux comprendre les lois du développement de la société, à mieux s'orienter dans leur combat pour la paix, pour l'indépendance nationale, pour le socialisme. »

Maurice THOREZ
(L'Humanité - 4 avril 1953)

Cet ouvrage « génial » du grand Staline est — bien entendu — mis au rancart en U.R.S.S. Qui aidera maintenant, aussi « puissamment », Maurice Thorez et les communistes français à mieux comprendre les lois du développement de la société ?

⁂

« La haine que la bourgeoisie capitaliste de notre pays et ses agents scissionnistes dans le mouvement ouvrier ont vouée à Staline est témoignage de plus de tout ce qu'il représentait d'espérances et de certitudes pour les opprimés.

« Staline mort, son œuvre reste, grandiose, impérissable. Elle continuera à guider les pas des prolétaires vers leur émancipation ».

Commission administrative de la C.G.T.
(Le Peuple - 15 avril 1953)

Il était nécessaire de terminer ce bouquet par cette déclaration collective des dirigeants de la C.G.T. Une fois de plus, leur « clairvoyance » s'est révélée remarquable ! L'œuvre impérissable de Staline continue donc à guider les prolétaires vers leur émancipation !!!

***

Il faut vaincre beaucoup d'écœurement pour choisir — parmi beaucoup d'autres du même style — ces exemples de servilité et, surtout, de bêtise. Reposons encore une fois cette question : qu'est-ce le mouvement ouvrier peut-il avoir de commun avec cela ? Fort heureusement, il nous prouve actuellement qu'il a résisté à ce poison. C'est en dégorgeant la dernière goutte du poison stalinien que les prolétaires marcheront effectivement — et dans tous les pays — vers leur émancipation.

Parmi nos LETTRES

Sur le congrès de l'U.G.T.A.

De S. THION, pour le « Groupe d'Etudes Anticolonialistes » :

Je viens de prendre connaissance de la lettre que vous envoie le camarade Finidori à propos de la coopérative « Aissat Idir » de Blida, dont il est membre. Vous demandez qu'il lui soit répondu.

De la lettre de Finidori, on peut tirer quelques conclusions : le congrès de l'UGTA n'a pas d'importance ; le gouvernement aide la coopérative en lui donnant de l'argent. La coopérative marche et elle est révolutionnaire.

Passons sur le Congrès. Que le gouvernement aide la coopérative ne prouve rien en soi, car l'intervention de l'Etat dans l'économie ne prouve absolument rien sur le caractère révolutionnaire de l'Etat ou du domaine économique dont il est question. Il faut remarquer que l'Etat n'a pas aidé toutes les coopératives en Algérie, et que l'exemple de Blida est à ce jour unique. On y amène tous les étrangers de passage. C'est le phénomène que l'on vient voir de loin.

Comme suite à nos conclusions sur le caractère totalitaire des méthodes employées à Blida sur le plan de l'accaparement économique sans contrôle ouvrier réel, ajoutons que récemment, la coopérative Aissat Idir s'est octroyée les entreprises gérées par les comités de Boufarik. Enfin, après le Congrès, on ne peut qu'émettre des réserves sur la personnalité de Boudissa, l'homme qui a monté la coopérative.

Nous savons qu'être sur place et participer concrètement à un travail de construction économique et sociale est une chose exaltante. Mais cela ne doit pas empêcher de porter un jugement critique dont la valeur serait d'autant plus grande qu'il serait porté par des militants susceptibles d'avoir une influence directe.

Sur le syndicalisme de la C.I.S.L.

D'un vieil abonné banlieusard :

C'est un honneur de compter parmi les vieux et fidèles abonnés de la R.P. C'est quelquefois gênant de feuilleter la collection conservée soigneusement. Gênant de rapprocher par exemple les opinions de l'ami Finidori sur la C.I.S.L. en juillet 1957 et en mars 1963.

Dans le numéro 118 *de la R.P., on* a *lu en effet un compte rendu du congrès de Tunis de la C.I.S.L. dont l'objectivité relative ne cachait pas les tendances sympathiques. Non seulement Finidori cite avec un plaisir non dissimulé les nombreuses interventions anticolonialistes, mais il insiste sur l'état d'esprit de la grande majorité du congrès...* « où l'on entend vibrer le monde du travail » — *où la C.I.S.L. se présente comme* « le champion dans le monde d'une humanité meilleure » — *ou l'on a entendu* « des militants de valeur qui surgissent des ténèbres impérialistes pour stigmatiser la géhenne des peuples dépendants » — *dont* « le cri de guerre fut « Indépendance ! Indépendance politique d'abord ».

Sans doute Finidori avait-il noté des ombres sur ce tableau étincelant. C'étaient les interventions des deux représentants des vieux colonialismes : Sir Vincent Tewsen des Trade-Unions et Bothereau de la C.G.T.-F.O.

Il rappelait particulièrement à celui-ci l'opposition de la vieille C.G.T. réformiste à la C.G.T. tunisienne dont il fut en 1924 l'un des courageux fondateurs. A cette époque, comme d'ailleurs pendant la longue période où il assumait de lourdes responsabilités à la R.P., Finidori défendait le syndicalisme révolutionnaire indépendant au sein de tous les Etats, quels qu'ils soient.

L'indépendance politique suffit-elle pour que cesse la lutte des classes ? On ne le penserait pas, après avoir lu certaines critiques de Finidori contre le gouvernement tunisien indépendant politiquement.

Mais Ben Bella, ce serait autre chose. Et Finidori décrit sur un ton lyrique les réalisation et les intentions socialistes de Ben Bella. Nous sommes disposés à accorder au leader algérien le bénéfice du préjugé favorable...

Mais rien de plus. Car nous sommes payés pour nous méfier. Lorsque nous affirmions que la grève était crime d'Etat en U.R.S.S. et dans les pays vassaux... l'ineffable Saillant, président de la F.S.M., nous répliquait dédaigneusement : « *les ouvriers soviétiques ne vont pas se mettre en grève contre leur* Etat socialiste, *pour faire plaisir aux impérialistes occidentaux et à leurs valets.* »

C'est sans ironie, avec une peine profonde que nous lisons des propos équivalents sous la plume de Finidori. Mais entre celui-ci et Saillant, il y a la même différence qu'entre la vanité stupide et un égarement sincère et que nous espérons provisoire.

La C.I.S.L. n'est pas plus réactionnaire en 1963 qu'elle n'était révolutionnaire en 1957. Elle représente le monde du travail en 1963 comme en 1957. Et Finidori est certainement resté le révolutionnaire qu'il fut, avec autant de courage que de constance depuis 1924.

L'Episcopat et la grève

De SIRIEX, du Rhône :

Dans cette grève qui vient de marquer un échec du pouvoir en place, quelle peut être la raison de la prise de position en faveur de la grève de certains hauts dignitaires de l'épiscopat ? Il y aurait-il rupture entre l'Eglise romaine et de Gaulle ?

Question peut-être inopportune dans la période actuelle, mais essayer de voir l'issue de cette situation pour la classe ouvrière appartient au syndicalisme.

Sur le planisme

De DUPERRAY, en réponse à une question :

Dans mon jargon ce que j'entends par « planisme souple » ou « planisme mobile » je n'irai pas le chercher dans un dictionnaire, ni dans une construction utopique, mais peut-être pourrons-nous le retrouver dans l'Histoire de la Révolution Espagnole, et dans l'évolution de l'expérience yougoslave. Par opposition à une maquette de plan rigide imposée par un Etat plus ou moins soi-disant représentatif d'une masse citoyenne plus ou moins soi-disant socialiste, nous concevons le planisme mobile comme une orientation économique en mouvement concrètement imposée par un libre jeu de la volonté ouvrière et des besoins mobiles dont seul le marché révèle la courbe quotidienne. Les aléas réels des rapports entre les besoins de la classe ouvrière et les nécessités de la production dans les lieux mêmes où elle s'élabore répond au plan rigide imposé par le plan mobile qui s'impose

LE SYNDICALISME DES INSTITUTEURS DÉFENSEUR DES DROITS DE L'ENFANCE

Je crois utile de publier aujourd'hui ces notes — presque autobiographiques — que j'avais écrites en 1955, lors du Cinquantenaire du Manifeste des Instituteurs syndicalistes.

D'abord parce qu'il y a quarante ans que nous avons mené la lutte contre la corruption de l'enfance en même temps que la lutte contre la corruption du communisme par les politiciens.

Ensuite parce que ces réminiscences prennent quelque intérêt, alors que d'éminents intellectuels se « déstalinisent » aussi vite qu'ils se bolchevisèrent autrefois.

Enfin parce que c'est un hommage à cinq militantes récemment disparues : Anita Coder, Marguerite Rosmer, Marthe Bigot, Lucie Colliard et Hélène Brion, qui toutes participèrent à la lutte pacifiste pendant la guerre, qui toutes s'associèrent à notre initiative contre l'empoisonnement de l'enfance, qui, pour les quatre premières, appartenaient en 1922 à la gauche la plus intransigeante du communisme français. — R. H.

Aux premiers jours de l'an 1922, la scission confédérale est consommée ; le Parti Communiste fondé depuis plus d'un an subit les premières crises infantiles... Henri Fulconis (1) et moi, camarades d'école, nous nous retrouvons au syndicat de l'Enseignement (devenu unitaire), et à la XI[e] Section du Parti Socialiste, devenue en majorité communiste.

Les vieux du XI[e] m'auraient sans doute accueilli avec une bienveillante faveur... Mon père avait figuré dans le premier comité électoral de Jean Allemane, député de la Folie-Méricourt jusqu'en 1910. L'arrondissement, riche de traditions ouvrières et révolutionnaires, déborde sur le faubourg Saint-Antoine, et partage avec le 20[e] l'honneur d'avoir entendu les dernières décharges de la Commune, lorsque Delescluze, dans les rues du XI[e], marchait vers la mort, la canne à la main, d'un pas de promeneur bourgeois (2) — aussi le privilège, avec le 20[e] et le 18[e], d'une représentation purement socialiste au début du XX[e] siècle : Lauche et J.-B. Lavaud accompagnant Allemane au Parlement.

A ces ouvriers héritiers de février et de juin 48 et de la Commune, à ces petits commerçants dreyfusistes, jacobins et jaurésistes, nous avions tendu nos jeunes certitudes, notre bolchevisme intransigeant et implacable. Notre parrain : Gilbert Raguier (3), au sein d'une section disputée par la nouvelle majorité (Frossard-Cachin) à de tenaces survivances du socialisme de guerre, avait longtemps représenté seul la tendance zimmerwaldienne.

(1) Henri Fulconis, normalien de la classe 19, mon frère d'armes, bien plus énergique et « efficient » que moi, fut trésorier du Syndicat Unitaire de l'Enseignement, militant communiste, puis animateur de la Ligue Syndicaliste, dans l'Enseignement. La tuberculose nous l'enleva en 1931, après une longue maladie, alors que paralysé vocalement par la laryngite, il écrivait encore des articles dans *l'Action Syndicaliste* de Marie Guillot.

(2) Cf. Emile Zola dans *la Débâcle*.

(3) J'ai déjà cité le nom de Gilbert Raguier dans la dédicace de mes articles sur « la plaque tournante de 1914 ». C'est à lui que je dois d'avoir connu le Comité de la Troisième Internationale, toute l'action contre la guerre de 1915 à 1918, la Librairie du Travail et l'ancienne *Vie Ouvrière*, Marcel Hasfeld et Pierre Monatte.

C'était déjà suffisant pour nous isoler. Mais nous devions mener cette année-là une double opposition — apparemment contradictoire — d'une part pour la stricte application des décisions de Moscou ; d'autre part, contre l'entreprise de « dressage des enfants communistes » dans les groupes de pupilles.

Contradiction ? Nous l'avions résolue. Notre adhésion au bolchevisme, à la Troisième Internationale impliquait la rupture révolutionnaire avec la Social-Démocratie, le passage brusque de l'ère du rassemblement à celui de l'action. Nous voulions du neuf. Et le parti que nous avions conçu, formé autour de la Révolution russe, de Lénine et de Trotsky, devait porter aux premières places ceux que le formalisme marxiste avait écartés de la Deuxième Internationale et d'abord en France les syndicalistes révolutionnaires tels Monatte et Rosmer. Tout le contraire du conformisme et de la soumission. Nous acceptions délibérément, volontairement, toutes les nécessités révolutionnaires. Mais nous les voulions d'autant plus lourdes et tranchantes que nous entendions en limiter les effets aux sacrifices de notre génération. Pour nous, un choix définitif — justifié par la liberté du choix laissé aux générations suivantes...

C'était sans doute, au sein du syndicat unitaire de l'Enseignement — où les communistes orthodoxes cohabitaient encore avec des anarchistes et des syndicalistes purs — que nous apprenions à rejeter les contraintes paralysant la formation de l'esprit. Les circonstances nous imposèrent cependant d'inaugurer notre campagne sur le plan local, dans le XI[e] — et ce fut encore Gilbert Raguier — éducateur... « amateur » n'appartenant pas à l'Enseignement — qui porta les premiers coups.

Il existait en effet un *Comité Central des groupes de pupilles*, animé par des adultes, imposant le port du « béret rouge », organisant la participation d'enfants disciplinés à toutes les manifestations du Parti. On hurlait en chœur *l'Internationale*, au lieu de chanter *la Marseillaise*. Et de pauvres petites « Enfants de Marie »... rouges, répétaient en guise de cantiques de vieux refrains — émouvants, malgré leur platitude, lorsqu'ils traduisent la révolte adulte — insipides et odieux, lorsqu'ils témoignent de la docilité enfantine. De bons copains, aussi autoritaires pères de famille que révolutionnaires militants, frémissaient d'orgueil lorsque leurs fillettes lançaient d'une voix grêle : « *Refuse de peupler la terre... Arrête ta fécondité !...* »

On ne trompait personne. Le résultat recherché : c'était l'échange à 16 ans de la carte de pupille contre celle des Jeunesses... et à 21 ans de celle-ci contre la carte du Parti.

Mais ce dressage se prolongeait dans le XI[e] par une entreprise de propagande grossière où les enfants jouaient un rôle actif. On possédait un auteur compétent. Chaque année, une revue d'actualité interprétée par des pupilles d'âge scolaire (l'obligation n'allait que de 6 à 12 ans !), exposait les thèmes de l'agitation partisane.

Précisons que cette monstrueuse exhibition se pratiquait avant la scission socialiste de Tours. En 1920, Léon Blum présida la séance et ce grand esthète — esprit d'une qualité rare — exprima toute sa satisfaction au public et *félicita les organisateurs. Justice immanente.* L'année suivante, dans une nouvelle revue d'actualité, un petit gars

en culotte courte, porteur d'une moustache postiche, représentait le « renégat » Léon Blum.

On vérifiait soigneusement les résultats de cette... « éducation » par des épreuves écrites. A la question : « *Quels sont les plus grands ennemis du prolétariat ?* »... l'élève qui répondait « *les social-traîtres* » obtenait le maximum et figurait au palmarès.

Notre réaction fut naturellement brutale. Dans le XIe, nous avions gagné le concours précieux du ménage Coder — fondateurs de la Fédération des Locataires (4) — et surtout d'Anita Coder qui n'a pas cessé depuis cette époque jusqu'à sa mort de consacrer à l'éducation des enfants une activité fervente et désintéressée.

Il nous fallait porter le débat sur le plan départemental. La 6e section du Parti — où fonctionnait un groupe de pupilles indisciplinés — nous fournit une base de départ. Nous avions rédigé une longue motion qui affirmait notre opposition au dogmatisme et formulait un programme pratique — de même inspiration et de même esprit que la brochure sur « *les groupes de pupilles* » écrite, avant 1914, par Léon Clément et Maurice Bouchor.

Les institutrices et instituteurs syndicalistes — qui pour la plupart avaient été révoqués ou sanctionnés pour leur action pacifiste et révolutionnaire — signèrent la motion qui, outre les noms de Marthe Bigot, Lucie Colliard, Hélène Brion, Marguerite Thévenet (appelée aussi Marguerite Rosmer), Noëly Drous, etc., se recommandait par deux patronages éminents : celui d'*Amédée Dunois* (alors rédacteur en chef de *l'Humanité*) et celui de *Marcel Martinet* (alors directeur littéraire de *l'Humanité*).

Mais, si mes souvenirs sont exacts, ce furent les seuls intellectuels non-primaires qui appuyèrent notre effort. Nous en étions d'autant plus heureux qu'ils appartenaient — comme les institutrices citées ci-dessus, à l'exception de Noëly Drous et d'Hélène Brion — à la gauche du Parti, à la fraction la plus fidèle à Moscou.

Au contraire, l'attitude des autres intellectuels prouvait déjà cette « trahison des clercs » dont l'histoire du Parti Communiste nous offre des confirmations de plus en plus nombreuses.

Nous possédions dans le XIe quelques types singulièrement représentatifs qui rudoyèrent sans ménagements les « maîtres d'écoles » aux prétentions ridicules. Un pharmacien s'étonna qu'on ose parler de culture, lorsqu'on ne sait pas décliner « rosa... rosum ». Un médecin se gaussa de l'ignorance de Noëly Drous qui avait évoqué, avec une sensible éloquence, les corps enfantins déformés par les carences alimentaires (nous avions déjà sous les yeux les photos tragiques des victimes de la famine russe). Un professeur affirma la nécessité d'une rigoureuse morale communiste pour discipliner les jeunes esprits. Un jeune évadé de la grande bourgeoisie — dont j'avais admiré chez lui les éditions rares — conclut le débat en félicitant les propagandistes meneurs des jeux enfantins.

Je pourrais citer d'autres témoignages. Je crus sur le moment qu'il s'agissait d'une hostilité à l'égard des primaires. Il y avait de cela sans doute. D'autres expériences m'ont convaincu de la persistance des préjugés « mandarinesques » chez les plus orthodoxes des révolutionnaires, issus de la culture classique.

(4) Coder qui s'est séparé des communistes, il y a plus de trente ans, fut longtemps secrétaire de la Fédération Indépendante des Locataires. Il n'a pu survivre à sa compagne, Anita Coder, et s'en est allé, six mois après elle.

Mais leur approbation de cette odieuse mutilation de l'enfance révélait un mal beaucoup plus nocif. Aucun de ces clercs n'aurait accepté pour lui ou les siens cette nauséabonde bouillie offerte aux enfants. Mais il y a dans toute religion une hiérarchie des Révélations. Aux « initiés » les secrets qu'une science — plus ou moins établie — tire d'analyses à longues prévisions. Au peuple les grossières formules de « l'Agit-prop », le catéchisme, les processions, l'iconographie sacrée, les gestes rituels et les refrains magiques.

Et si l'on se préoccupe des futures promotions, c'est afin de sélectionner les élus, d'enrichir la race des seigneurs et des mandarins, par un sang jeune dont la transfusion s'opère à travers les éprouvettes des clercs révolutionnaires.

Il serait abusif d'illustrer cette thèse en généralisant les « types » intellectuels selon les professions. J'ai cité les propos d'un pharmacien et d'un médecin de la XIe section. Que ne s'en offensent pas les vieux abonnés de la *R.P.* — les plus fidèles — appartenant à ces deux corporations. Je compte parmi eux des amis qui m'ont témoigné plus d'affectueuse confiance que pas mal de mes camarades universitaires. Même le docteur, qui raillait injustement les prétentions des pédagogues, était dans « le privé » aussi bon médecin qu'homme généreux et dévoué.

Mais l'isolement des instituteurs syndicalistes n'était pas accidentel. Sans doute, ne pouvions-nous, Fulconis et moi, jouir d'une grande autorité parmi des gens qui nous avaient vu jouer à saute-mouton au coin de la rue Saint-Maur et de la rue Oberkampf — ou qui nous rencontraient, menant nos classes en galoches sous les arbres de l'avenue Parmentier. Difficile pour un ouvrier de ne pas voir dans le maître d'école une sorte de gendarme bienfaisant. Tandis que le clerc, de sa bibliothèque, son laboratoire ou son officine, descend vers le peuple, chargé de mystères sacrés, l'instituteur reste pour l'ouvrier comme pour le clerc, le vulgarisateur, le manœuvre spécialisé lié à une machine intellectuelle dont celui-là attend les produits, dont celui-ci juge le fonctionnement. C'est exactement le contraire qui est vrai. Quels que soient son audace pédagogique, son degré de conscience professionnelle, il est impossible à l'instituteur de négliger le facteur humain — le mauvais élève pèse sur la classe beaucoup plus lourdement que le bon sujet.

Aussi l'instituteur syndicaliste est-il difficilement soumis au système qui confond les unités dans une masse travaillée de l'extérieur. Si certains ont accepté trop longtemps dans leur activité sociale et politique le rigorisme de Parti, ils se sont rebellés lorsque l'on a voulu soumettre l'enfance et l'enseignement aux consignes politiques.

Notre expérience de 1922 n'a pas clos au sein du Parti et des syndicats unitaires la lutte contre le « dressage » des enfants. Aux groupes de pupilles — victimes d'une ignorance néfaste — succédèrent des cellules enfantines, organisées selon une doctrine qui excluait les initiatives sauvages et qui s'exprima dans *le Jeune Camarade*, organe enfantin lourd de mensonges et de haine. Jamais cette entreprise ne s'introduisit dans le syndicalisme des instituteurs, même dominé politiquement par les bolchevisateurs. Au congrès de 1925, ce fut F. Bernard, communiste orthodoxe, mais professeur du primaire, qui opposa à la « *morale communiste* », la « *morale rationnelle et humaine* ». En 1929, le *Manuel d'Histoire* lancé par la Fédération, fut mis à l'index par les Jeunesses Communistes qui trouvèrent en l'agrégé Jean Bruhat, « l'intellectuel à tout faire » capable de porter la condamnation dans les milieux universitaires. Mais les instituteurs communistes de la majorité

fédérale menèrent la résistance aux ukases jusqu'à la rupture définitive avec le Parti et la majorité de la C.G.T.U.

Ce fut la dernière manifestation du syndicalisme universitaire au sein de l'Internationale déjà stalinisée. Depuis, pour savoir ce que pensent les enseignants communistes, il faut s'adresser à Moscou. Les pires aberrations, les pires absurdités, les plus monstrueuses déformations de la vérité sont non seulement acceptées, mais servilement diffusées par les intellectuels en uniforme.

Faut-il admettre, contrairement à ce que nous avons formulé, que des instituteurs trahissent ainsi leur mission d'éducateurs ? Tout peut justifier cette conclusion.

C'est pourtant encore raisonner dans l'abstrait.

Remarquons d'abord que le stalinisme, malgré ses violences ou ses ruses, malgré le noyautage des écoles normales, ne progresse guère dans le syndicat des instituteurs et n'influence pas la majorité autonome comme dans les syndicats du Secondaire et du Supérieur. Mais le parallèle est encore plus saisissant dans l'enseignement même. Les cas de « politisation » dans les classes primaires demeurent relativement rares — et si les enfants sont enrôlés et dressés, c'est beaucoup plus dans les organisations péri-scolaires où dominent les moscoutaires. La nocivité des professeurs asservis est beaucoup plus virulente dans les lycées, encore plus dans les Facultés — où trop souvent (en histoire ou en géographie et en psycho-pédagogie et à Paris, par exemple), la carte du Parti servait de talisman dans les examens et concours.

Mais c'est là une autre histoire. Nous ne l'abordons que pour prouver à nos jeunes l'actualité du passé. Puissent-ils méditer sur le sens de notre révolte de 1922, où notre intransigeance révolutionnaire favorisa et non contraria notre indépendance d'éducateurs.

R. HAGNAUER.

La jeunesse dans les démocraties populaires

Les intellectuels qui ont découvert la Révolution — lorsque celle-ci s'affirme par la puissance de ses armements nucléaires et par l'abondance de ses finances... idéologiques — ne manquent pas de railler notre archaïsme, notre nostalgie d'un passé emporté par le « cours de l'Histoire ». D'après eux, la Jeunesse reste la réserve d'or du néo-communisme, elle est acquise définitivement au socialisme khrouchtchévien. D'autres assuraient de 1935 à 1943 qu'Hitler pouvait mépriser l'opposition des vieilles générations, parce qu'il avait la jeunesse avec lui.

East Europe, *revue éditée à New-York par le Comité de l'Europe libre, a publié dans son n° 11 de 1962 une étude sur* les mouvements de jeunesse en Europe orientale *qui rapporte fidèlement les doléances officielles sur une crise que tous les informateurs sérieux ont depuis longtemps signalée.*

Nous en tirons quelques extraits significatifs. N'oublions pas qu'il s'agit du bilan de quarante-cinq années de socialisme (?) soviétique et de dix-sept années de démocratie (?) populaire. Ceux qui avaient 20 ans lors des procès de Moscou de 1936 ont aujourd'hui 46 ans. Les jeunes « nés de la guerre » ont aujourd'hui 37 ans.

Les jeunes gens ont tendance à se conduire en révoltés, et souvent les meilleurs d'entre eux construisent leur univers moral en prenant le contre-pied des conceptions de la génération précédente. Cette opposition ne se manifesta jamais sous un aspect plus dramatique que lors du soulèvement hongrois de 1956, lorsque des étudiants, le visage tendu, élevèrent les barricades de l'insurrection. Nombre d'entre eux avaient occupé des fonctions dirigeantes dans l'organisation de la jeunesse communiste. En Pologne aussi, on enregistra après 1956 de profonds remous parmi les étudiants. La Tchécoslovaquie — un pays paisible et bien « dans la ligne » si on le compare aux deux précédents — a connu pareillement plusieurs émeutes d'étudiants, dont la dernière ne remonte pas plus haut qu'au printemps de 1962. Parmi les millions d'Allemands qui ont fui l'enclave communiste où règne M. Ulbricht, environ la moitié étaient âgés de moins de vingt-cinq ans. Même en Russie, des jeunes ont été infectés par les idées hétérodoxes qui remuent leurs pareils en Pologne et en Hongrie, au point que M. Khrouchtchev lui-même a dû insister sur les problèmes ainsi posés, dans une intervention devant le XXIIe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. l'année dernière.

« Nous ne devons pas perdre de vue que l'ancien monde continue de chercher à encombrer notre chemin avec de vieilles habitudes. Nous ne devons pas négliger le fait que des jeunes sont marqués de la crasse du passé ; ceux-là cèdent à l'hypocrisie et aux influences corruptrices de l'idéologie bourgeoise (...). La création de l'homme nouveau est un processus long et difficile. Il est impossible de faire passer mécaniquement les gens du royaume du capitalisme au royaume du communisme. Celui qui est plongé dans les préjugés capitalistes ne peut pas être amené jusqu'au communisme. »

LES LIGUES DE JEUNESSE

Les gouvernements des Etats satellites de l'Europe orientale ont copié, de façon littérale comme à l'ordinaire, les techniques soviétiques en ce qui concerne l'organisation de la jeunesse au profit du Parti et de l'Etat. Les groupes de jeunes sont étroitement calqués sur ceux du « Komsomol » et des « pionniers » de l'U.R.S.S. ; au début des années cinquante, ces diverses organisations groupaient environ six millions de membres.

Puis survinrent les événements de 1956. L'année suivante, les désertions massives intervenues alors dans les formations communistes de plusieurs pays de l'Est avaient réduit le nombre global des adhérents des organisations de jeunesse à environ deux millions.

Face à la révolte des jeunes gens, qui mettaient ouvertement en question la capacité de leurs chefs et manifestaient leur préférence pour les idées, les livres et la musique de l'Occident, les autorités communistes réagirent vigoureusement. Une vaste campagne de propagande contre les jeunes dévoyés et les « blousons noirs » fut lancée ; parmi les moyens de pression utilisés, on relevait notamment le fait que l'accès aux universités et aux écoles supérieures était conditionné par l'adhésion aux ligues de jeunesse. Ceux qui ne poursuivaient pas leurs études découvraient qu'il leur était impossible d'occuper les emplois qu'ils voulaient s'ils n'étaient pas en bons termes avec les responsables des mêmes organisations. En outre, celles-ci avaient aussi le monopole des distractions. Depuis lors, le chiffre des adhésions a remonté, pour atteindre environ le niveau d'avant 1956. Mais une différence subsiste. Tandis qu'on décelait auparavant quelques signes d'enthousiasme ou d'attachement véritable, les traits caractéristiques des adhérents d'aujourd'hui sont l'apathie et le cynisme.

Pour une part, la difficulté est due au fait que ces jeunes gens sont supposés se conduire en révolutionnaires dans une situation qui n'est pas révolutionnaire. Un écrivain polonais a récemment mis ce fait très clairement en évidence :

« La jeunesse est la nourriture qui alimente toutes les révolutions et toutes les guerres. Mais nous n'avons pas à faire face à une révolution et nous ne voulons plus de guerres. Qu'est-ce qui nous reste alors, à nous les jeunes du milieu du XXe siècle ? Au lieu de nous préparer à une grève, nous allons à une rencontre de football ; au lieu de lapider la police, nous nous rendons à un match de boxe. Au lieu de lutter pour des idées, nous devons rivaliser pour occuper une situation ou un emploi à seule fin de rester en vie. Ces objectifs sont si

médiocres que de vagues résidus d'idéal sont tout ce que nous pouvons nous permettre. C'est par la création artistique que nous entrevoyons une possibilité de supporter cette grande aventure. Peut-être y ajoutera-t-on une activité sociale, mais pas avant que nos cheveux soient gris. Ils ne nous le permettront pas auparavant. »

APPELLATIONS NOUVELLES

Pour combattre les déceptions engendrées par la nouvelle ligne du Parti après la mort de Staline, plusieurs de ces organisations de jeunesse changèrent de nom. En 1958, le Bulgares rebaptisèrent leur ligue de jeunes Union de la jeunesse communiste de Dimitrov, dans l'espoir de l'identifier avec l'Union de la jeunesse communiste fondée en 1912. En Pologne, l'Union de la jeunesse socialiste (Z.M.S.) fondée en 1957 remplaça l'Union de la jeunesse polonaise de l'ère stalinienne (Z.M.P.), qui avait été balayée par les premiers souffles du dégel. L'Union de la jeunesse paysanne (Z.M.W.), également créée en 1957, est en principe une section du Parti paysan unifié (qui est l'un des partis de la coalition officielle), bien que 50 % de ses membres soient adhérents du Parti communiste (P.Z.P.R.).

En Hongrie, la révolution de 1956 mit un terme dramatique à l'existence de l'Organisation démocratique de la jeunesse créée par les communistes (D.I.S.Z.), ainsi que des autres organisations de jeunesse qui furent dissoutes. Après que les Soviétiques eurent réussi à écraser l'insurrection, les groupements de jeunesse non-communistes qui avaient surgi du jour au lendemain furent remplacés par la nouvelle Ligue de la jeunesse communiste (K.I.S.Z.). La Fédération des étudiants de l'université et des élèves des grandes écoles (M.E.F.E.S.Z.) créée pendant la révolte n'a jamais été dissoute, mais elle a cessé de fonctionner après l'épuration de sa direction en 1957. La K.I.S.Z. prétend maintenant être la suite de la K.I.M.S.Z., la Ligue de la jeunesse communiste créée dans l'illégalité à Budapest en 1919.

Le problème d'insuffler la vie à ces créations artificielles reste l'un des plus difficiles. Les paroles prononcées par M. Khrouchtchev sur la « création de l'homme nouveau » ont trouvé des échos dans toutes les capitales de l'Europe orientale. C'est ainsi qu'en Roumanie, où l'on ne signale qeu rarement des divergences d'opinions avec Moscou,, la revue mensuelle *Lupta de clasa* réclama en février 1962 une intensification de la propagande, et annonça que les communistes mèneraient une politique de « lutte incessante contre toutes les manifestations des idéologies étrangères et les confusions de toute sorte ».

Nulle part cependant, les autorités n'ont produit des idées nouvelles capables d'éveiller l'intérêt des jeunes gens déçus.

Le goût des jeunes gens les plus évolués pour la culture occidentale a été publiquement dénoncé par le chef du Parti bulgare, M. Todor Jivkov, notamment lors du IXe congrès de l'Union de la jeunesse en 1958 : « Dans notre pays, on trouve encore des individus, et parmi eux de nombreux jeunes, qui souffrent de cécité et qui ne voient pas les grands succès remportés par le socialisme : leurs cous sont tordus à force de loucher vers l'Ouest. Pour ceux-là, le monde n'a pas changé. L'Amérique est toujours le pays le plus grand et le plus puissant ; le mode de vie américain est toujours l'exemple à suivre ; la technique américaine, la science et la culture américaine n'ont pas d'équivalent. »

L'exemple tchécoslovaque

En Tchécoslovaquie, des efforts identiques ont abouti à des résultats à peu près analogues. La Ligue de la jeunesse tchécoslovaque (C.S.M.) a regroupé 1.200.000 individus âgés de 15 à 26 ans, soit environ la moitié de la population de la catégorie considérée. Les Pionniers (de 9 à 14 ans) ont remplacé les scouts et autres groupes « bourgeois » peu après le coup d'Etat de 1948, et les « Sparks » (de 6 à 8 ans) furent organisés en 1957.

Malgré ces efforts, il est généralement admis que les vertus socialistes de la jeunesse tchécoslovaque ne sont pas ce qu'elles pourraient être. Le président du comité central de l'Union de la Jeunesse tchécoslovaque, M. Vladimir Vedra, l'a écrit sans hésitation dans un numéro récent d'une publication officielle :

« La vérité généralement reconnue que là où nous n'exerçons pas nous-mêmes une influence, l'idéologie bourgeoise fait sentir ses effets dans une très large mesure, peut être observée aussi dans le domaine de l'éducation des jeunes gens. L'idéologie bourgeoise, cependant, ne pénètre pas dans notre pays de l'extérieur. Nous la rencontrons à l'intérieur de l'esprit de certains jeunes qui regardent comme le but de leur vie l'acquisition d'une nouvelle voiture, d'une maison de campagne, d'une radio à transistor et d'un magnétophone. Il n'est pas interdit aux jeunes, bien sûr, de convoiter ces objets ; mais il est mal qu'ils deviennent leur seul but dans la vie. De telles conceptions sont essentiellement des résidus du passé, mais elles sont perpétuées par de nombreux événements se produisant aujourd'hui. Une part de responsabilité doit être attribuée à l'insuffisance de notre travail idéologique... »

Le « romantisme de notre temps » de M. Hendrych n'est apparemment pas ce qui inspire la jeunesse d'aujourd'hui, et ce n'est certainement pas suffisant pour transformer une réunion de la Ligue consacrée au travail idéologique en une soirée intéressante, et moins encore attrayante. L'isolement des jeunes, leur manque d'intérêt pour la politique contemporaine est le trait qui les définit le mieux. Une pièce de Milan Jaris, *Le Retour du Shériff*, jouée avec succès à Prague en 1960, tournait tout entière autour de l'aliénation de la jeunesse. Elle soulevait à ce sujet plus de questions qu'elle n'en résolvait. Dans cette pièce, le jeune Mirek, fils d'un héros de la révolution, attaque les anciens camarades de son père pour leurs perpétuelles vantardises : « Eh bien, oui, c'est vrai que je n'ai pas combattu sur les barricades en 1945. Ils n'acceptaient pas les petits de cinq ans. Mais je n'y suis pour rien. Alors, pourquoi faut-il que je vous entende dire tout le temps combien vous avez lutté et souffert pour moi ?... Qu'avez-vous vraiment obtenu pour moi dans ce combat, et qu'avez-vous sacrifié ? Qui sait si vous avez obtenu un résultat quelconque avec votre lutte ? Dans une heure on peut assister à un holocauste tel que personne n'en a jamais vu. Vous vous conduisez tous comme si tous les problèmes avaient été réglés une fois pour toutes, parce que vous auriez plus ou moins bousculé quelques flics ». Un autre jeune personnage de la pièce dit de son côté : « Je n'en sais rien... Mon vieux ne cesse pas de tenir des discours ronflants, comme si tout l'ordre socialiste du monde n'avait été créé que pour moi seul. Quand vous étiez jeunes, vous pouviez faire un grand nombre de choses. Mais prenez notre cas, aujourd'hui qu'est-ce que nous pouvons faire ? » Et son ami Mirek demande : « Et si j'ai envie de faire plus, dans la vie, que de pousser des acclamations correctement ? ». A cette question personne ne répond.

Les instituteurs se sont eux aussi penchés sur ce problème, les uns condamnant l'attitude des jeunes, les autres essayant de l'expliquer comme un phénomène naturel, bien que dangereux. L'un d'eux écrivit ceci :

« Je rejette l'idée que les jeunes gens sont pourris ou que la génération actuelle est un cas spécial (...). Personne ne peut nier les grandes réalisations de la génération précédente, et spécialement de ses principaux représentants au sein de la classe ouvrière. Mais en parler de la sorte à la jeunesse est d'abord déprimant pour les jeunes, et, en second lieu, c'est de la part d'un adulte un manque de tact. Chaque génération doit livrer son propre combat. En un certain sens, la chose est plus facile pour les jeunes, mais dans un autre, elle est plus difficile pour eux lorsqu'ils doivent rechercher la ligne du front où se livre la bataille pour une vie nouvelle et progressiste, lorsqu'ils

doivent redécouvrir des lignes naguère clairement tracées mais qui ont disparu et sont difficiles à retrouver. Et, faute de découvrir ces lignes présentement significatives dans tel ou tel secteur de la vie laborieuse, les jeunes gens ne peuvent pas trouver le sens de leurs efforts dans la vie, et ils ne peuvent par conséquent pas non plus avoir le zèle nécessaire pour travailler, ni le courage pour le combat de l'existence. De là le tâtonnement de ces jeunes vers des solutions que souvent ils n'entrevoient que confusément (...). Tout cela est très dangereux, surtout si le conseil qu'on leur donne est de se taire et de répéter seulement ce que le maître veut entendre. Un garçon sain et normal choisira d'être un voyou plutôt que la simple reproduction de son père si celui-ci n'est qu'un arriviste petit-bourgeois prêt à tous les mensonges ou un béni-oui-oui. Le souci de la jeunesse tel qu'il est défini et pratiqué par « Le Petit Tchécoslovaque », qui a persisté jusqu'à nos jours, n'est rien d'autre que la corruption des jeunes esprits. Lorsque tout est dissimulé, comme c'est le cas aujourd'hui, par des phrases tirées du vocabulaire socialiste, c'est encore pis. »

Une lettre sur la vie intérieure de la R. P.

Depuis que la R.P. *existe, des problèmes se posent qui ne sont jamais résolus et ne le seront sans doute jamais. Il ne s'agit pas de ses tendances générales qu'aucun de nos amis ne discute. Il ne s'agit pas de la liberté d'expression dont jouissent ses rédacteurs et de notre sincérité réciproque, même et surtout dans la contradiction. Ce qui est mis en cause par notre ami Duperray — dont la fidèle amitié n'est contestée par aucun de nous — c'est plutôt la forme des discussions intérieures au sein du noyau et du groupe qui anime et soutient la revue.*

*A une lettre de Charbit lui exposant les difficultés de la mise en pages et les choix imposés par l'exiguïté de la place dont nous disposons, Duperray répond qu'il voudrait qu'une place soit régulièrement réservée à un examen critique du contenu de la revue — une sorte d'*Entre nous *élargi à tous nos débats internes. C'est une proposition qui mérite d'être examinée. Il convient cependant de ne pas oublier qu'on ne lit pas une revue comme la nôtre pour apprendre comment elle se compose mais pour y trouver des informations et des commentaires sur ce qui intéresse le mouvement ouvrier.*

Duperray reconnaîtra d'autre part que certaines de ses interprétations du contenu de nos numéros sont contestables. Rapidement nous voulons en rectifier au moins deux.

Hagnauer a bien tenté de définir le « fascisme », et de souligner les duperies de certaines formes d'antifascisme. Mais en distinguant le fascisme des autres formes de la réaction il n'a pas prêché le désarmement en face de la réaction sous toutes ses formes, bien au contraire.

En publiant avec quelques réserves d'ailleurs, un filet nécrologique sur Bertin, nous n'avons pas implicitement condamné la Résistance active à Vichy, à laquelle Duperray ne fut pas le seul parmi nous à participer. Le résistantialisme ne se confond pas avec la Résistance, pas plus que le stalinisme avec la Révolution russe.

Le plus important reste le problème des techniques de propagande des communistes. Ceux-ci disposent de puissants moyens financiers. Inutile pour nous d'essayer de les vaincre sur ce terrain. Mais ils disposent aussi de slogans dont le succès dépend de préjugés contre lesquels nos meilleures amis ne sont pas toujours immunisés. Ainsi pour la germanophobie et l'américanophobie.

Notre rôle — particulièrement ingrat — c'est de circonscrire le mal, en utilisant aussi souvent que possible la « thérapeutique de choc ».

Son efficacité n'est pas assurée. Mais elle ne se mesure pas à des résultats numériques, immédiats. Dans la cohue qui se serre autour des charlatans et des aboyeurs, il est des consciences, apparemment séduites ou corrompues où cheminent déjà le doute et l'inquiétude. « Car — disait Monatte en une de ses pittoresques formules — ils ont des oreilles ces murs de fronts fermés ! »

Et maintenant, passons la parole à Duperray :

Il y a un déséquilibre certain entre mes critique et *l'énorme part de satisfactions que donnent la revue et votre travail.* J'ai certes tort de ne pas le mentionner plus souvent. Je comprends qu'on puisse imaginer que je ne perçois pas cet énorme aspect positif. Ma fidélité comme celle de vos plus vieux abonnés et soutiens disent cependant le contraire. L'effort de diffusion que je fais aux articles de la revue depuis toujours autour de moi et jusque dans les quotidiens régionaux le dit aussi.

Il ne s'agit pas *de ma convenance personnelle* mais d'une comparaison entre ce qu'est la *R.P.*, ce qu'elle a été et ce qu'elle devrait être, et ceci en rapport avec le besoin que nous aurions d'elle dans notre travail militant à la base, sous une forme plus aérée. Non seulement ce n'est pas mal, mais c'est remarquable d'avoir conservé l'ensemble de vos abonnés, l'héritage moral de Monatte, et l'équilibre difficile du budget. Cependant je ne pense pas que des syndicalistes révolutionnaires puissent se contenter de surnager, même si, à notre époque, cela suppose déjà qu'on a surmonté un lourd handicap de difficultés.

Dans la masse de papiers rejetés cette année, les miens ne sont pas les seuls, ce n'est pas le fait qu'ils soient les miens qui me gêne, mais *le fait qu'ils n'aient le plus souvent pas eu le remplacement pas d'autres papiers correspondants* sur les mêmes tendances d'opinion ou d'expérience syndicale. Et pourtant ce sont des problèmes de taille, à la fois d'actualité et de doctrine permanente qu'ils soulevaient. « Antifascisme et syndicalisme, au temps de l'O.A.S. et de l'instauration de l'Etat monarchiste gaulliste, — *Hagnauer a pu dire que l'antifascisme n'était dans tous les cas actuels qu'une cohue et même qu'il n'y avait pas de danger fasciste réel ailleurs qu'en Algérie. Pas de réponse. Guilloré a pu féliciter cent pour cent le bureau national S.N.I.* avec la seule contrepartie classique de « l'Ecole Emancipée » mais les critiques d'une certaine équipe « majoritaire de gauche » sur le même bureau, sur le mouvement laïque, sur ses silences et ses trains manqués, n'ont pas paru — pas de remplacement. — On a parlé à juste titre de la *Charte d'Amiens et des idéologues*, mais l'incapacité générale à retrouver une technique de propagande pour l'idéologie syndicale et celle de la Charte d'Amiens, rien dans ce sens. Même chose dernièrement avec l'énorme question du *planisme*, avec celle de l'Etat fort ou de l'anti-étatisme et autres questions qui tissaient la vie même de la *R.P.* et qui ne sont plus que de vagues « à propos de » en échos, ou en coulisse. A deux reprises, par contre, la *R.P.* est partie en guerre longuement contre les « *américanophobes* » — en prenant en quelque sorte le *problème à l'envers — et presque sans contre-partie.* Elle a écrit que le journal « *Au travail* » *avait été la seule résistance réelle au fascisme vichyste.* Elle a condamné par contre de nombreuses fois le « *Résistentialisme* » *patriotique* et de collaboration de classe ? Mais la seule timide réaction pour rappeler tout de même qu'il y eut aussi des résistances ouvrières réelles au fascisme occupant, durement payées et dont la leçon pourrait aussi être examinée avec le recul voulu (je parle de Résistance-Ouvrière (actuelle F.O.), de la « Vérité trotskyste », de « l'Ecole Libératrice » clandestine et surtout parce que je le connais mieux, de « l'Insurgé » du Sud-Est et de « Front Ouvrier International » — cette seule timide réaction, qui vaut quand même qu'on la cite au moins autant que le journal de Bertin, passe aussi à la corbeille à papier, par faute de place. A force d'être anti-« Résistantiel, patriotique », arriverait-on à condamner toute

résistance ouvrière authentique ? Ou à en avoir honte ?

J'ai dit que le problème de l'« américanophobie » était pris à l'envers. C'est un exemple sur lequel je reviens. Si nous le prenions à l'endroit nous en reviendrions au problème concret longuement débattu il y a quelques années à la conférence de Puteaux, où j'avais eu le plaisir de faire votre connaissance, de voir en vous un ami bien sympathique, plein de foi, d'ardeur, de conviction, plein aussi d'arguments percutants dans ses conversations... mais aussi incapable d'écouter les nuances des réponses qu'on pouvait lui apporter, dans ces conversations mêmes.

Je me rappelle que nous avions achoppé sur le problème de la présence, souhaitée par vous, aux « combattants de la Paix » comme à tous les groupements auxiliaires du stalinisme, où vous me disiez la valeur d'une contradiction ardente... et où je vous disais, en vain, l'impossibilité matérielle de trouver le personnel militant voulu pour assurer cette contradiction.

Le problème donc débattu à Puteaux était celui évoqué dans la R.P. à l'époque par Ferdoussi, de cette capacité du P.C. à faire passer, grâce à ses technocrates de propagande et de stratégie d'intervention aux tribunes écrites et orales efficaces, dans l'opinion publique, le bagage voulu par lui, d'idées toutes faites. Il ne s'agit pas de dénoncer au nom de la raison droite la déviation américanophobe de justes problèmes sociaux et syndicalistes, mais de travailler à découvrir la technique de propagande syndicaliste pour faire passer dans l'opinion la juste conscience de ces problèmes sociaux.

... Et je termine en vous disant aussi mon complet désaccord sur trois de vos propositions :

« *J'élague par priorité les articles qui traitent de la vie intérieure de la revue.*

« *Les discussions sur le contenu même de la R.P. ne peuvent intéresser que les membres du noyau* « *...et non l'ensemble des lecteurs.* »

Je m'excuse, mais comme l'organisation même de la revue (sauf au point de vue de la rubrique « D'où vient l'argent ? », ces propositions claires me semblent être à l'exact contre-pied de l'esprit syndicaliste même d'auto-gestion et d'auto-critique qui sont à la base des principes mêmes de la *R.P.*

Il faudrait au contraire que ce soit un courant militant qui se crée autour de la *R.P.* et dont le principal moteur serait enfin pour lui de sentir que la *R.P.* est pleinement sienne, qu'il participe activement à sa vie, qu'il en soit les pulsations, qu'il en soit *collectivement responsable,* qu'à son aide financière corresponde des exclusions de discussions vivantes et de possibilités de contact avec l'ensemble de l'opinion ouvrière.

Je crois quand même qu'une vie de la R.P. qui, au contraire, avec son « D'où vient l'argent ? » occuperait une fois sur deux numéros, toute la page extérieure de la couverture ne serait pas une grosse perte de place. La publicité pour les brochures gagnerait au lieu de perdre, à ne pas être permanente (on finit par ne plus la regarder). Le rappel, tous les deux mois, de tous les titres des articles et des lettres *qu'on n'a pu insérer* maintiendrait le lien vivant nécessaire à une tribune libre réelle (que la modestie louable sans doute mais quelque peu glaçante de la voix anonyme des syndicalistes de la Loire tend à détruire). C'est une bien modeste réalisation que cette rubrique largement publique de la vie d'une revue largement en contact avec l'avis de ses lecteurs. Si à cette réalisation correspondait une vie plus réelle du noyau R.P., ce serait déjà une tentative non négligeable de la R.P. vers la mise en application de ses propres principes.

L. DUPERRAY.

A travers les LIVRES

UNE SOCIETE ANONYME

par Christiane PEYRE

Paris : Julliard, 1962, 210 p.

Fille d'une ouvrière culottière, l'auteur a réussi, grâce à la détermination de sa mère, à se faire admettre dans un lycée et à s'y maintenir malgré le snobisme méprisant de ses condisciples et à pousser ses études jusqu'à la licence en philosophie. Pour parvenir là, Christiane Peyre a dû subir bien des humiliations et s'imposer de dures privations. Elle a connu aussi ce déchirement qu'introduisent souvent les études dans l'âme d'un jeune prolétaire. Il s'éloigne des siens sans se rapprocher vraiment de la clase bourgeoise. Il se coupe de l'atmosphère chaleureuse et humaine de la vie ouvrière sans être vraiment admis à connaître les facilités de la vie bourgeoise. Pour une personne d'origine ouvrière, le contact avec des milieux cultivés et aisés donne souvent le sentiment d'entraîner un terrible appauvrissement de la vie affective et un commencement de dégradation morale. Aussi Christiane Peyre, son diplôme de licence en poche a-t-elle, tout naturellement, par souci de dignité et par un réflexe de défense, voulu retourner vers les siens. Elle parvient, non sans peine, à se faire embaucher dans une raffinerie de sucre de la région parisienne et c'est alors pour elle la découverte accablate de la fatigue et de l'épuisement nerveux qu'entraîne le travail à la chaîne où l'homme n'es tplus qu'un appendice de la machine. Elle décrit pour nous, en des pages fortes, hallucinantes même, les milles petites contraintes qui, additionnées, constituent l'étouffante, l'insupportable réalité de l'aliénation ouvrière. Que faire pour rendre la condition ouvrière plus viable, moins pénible, moins humiliante ? L'auteur nous fait partager un instant ses espoirs d'amélioration. Avec un peu de bonne volonté, le patronnat ne pourrait-il pas alléger la tâche des travailleurs, les traiter enfin en etres humains ? Le syndicat ne pourrait-il, grâce à la cohésion des exploités faire triompher quelques modestes revendications ? Christiane Peyre ne tarde pas à s'entendre dire par le patron de son usine que les impératifs supérieurs de la production industrielle obligent les employeurs à exiger le maximum de rendement de leurs ouvriers en les payant le moins possible, que les ouvriers qui ne veulent pas accepter ces conditions n'ont pas de place dans l'entreprise qui ne saurait tolérer les meneurs. L'auteur, qui avait tenté de ranimer la vie syndicale dans son atelier, se voit bientôt frappée de sanctions hypocrites et poussée à quitter l'usine. Mais Christiane Peyre avait vingt-deux ans lors de son séjour en usine. Aussi, à côté des sombres peintures de la condition ouvrière vécue au jour le jour pendant toute une année trouve-t-on dans son livre le roman de la camaraderie, de l'amitié, de cette humble et touchante solidarité ouvrière, qui ne rayonne pas loin certes et n'englobe même pas tout un atelier mais tisse entre proches compagnons de misère les liens subtils et fotrs. Plus encore, son livre est le roman de l'éveil des sens. L'attente, l'appel de plus en plus ardent de l'amour se fait entendre dans ces pages d'une jeune fille trop studieuse et trop sage. Son salut lui viendra de là, de son besoin d'aimer, de sa jeunesse qui ne peut accepter de désespérer si tôt. Mais si son récit se clôt sur une note optimiste quant au destin de l'héroïne, il n'omet pas de nous signaler qu'il n'y a pas d'espoir réel pour l'ouvrier dans le cadre d'une société technico-commerciale gouvernée par la loi du marché. L'automation même ne constituant pas une solution dans la mesure où elle risque d supprimer des emplois sans reclasser les ouvriers devenus inutiles.

Ajoutons qu'Albert Memmi a donné une préface lucide et courageuse à cet ouvrage qui illustre la thèse qu'il soutenait lui-même naguère sur les conditions impossibles dans son *Portrait d'un Juif.* Voilà un livre utile, à classer sur le même rayon que ceux de Navel et de Simone Weil dont il souligne la profondeur et l'actualité.

S.U.N.Y. à Buffalo.

Pierre AUBERY.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er MARS — Dans le Nord et en Lorraine, grève totale des mineurs.
Le Bundesrat de Bonn ratifie le traité franco-allemand.
Survol du porte-avions « Forrestal » au large des Açores par quatre avions soviétiques.
Grève de 24 heures des fonctionnaires de la R.T.F.

SAMEDI 2. — Grève des chemins de fer et des postes de Finlande.
Les ingénieurs des Mines du Nord et du Pas-de-Calais solidaires des grévistes.
A Lyon, à Clermont-Ferrand, à Toulouse, grève dans les industries chimiques et métallurgiques.
Réunion à Tunis du Conseil national du Néo-Destour.

LUNDI 4. — Echec total des ordres de réquisition des grévistes lorrains.
Au Sénégal, un référendum approuve la nouvelle Constitution par 1.131.457 voix contre 6.293.
A Madrid, 14 nationalistes basques sont condamnés par le Conseil de guerre.

MARDI 5. — La cour militaire de justice condamne à mort trois des conjurés du Petit-Clamart.
Grève générale de solidarité d'un quart d'heure.
A Berlin-Ouest, formation d'un nouveau gouvernement par les socialistes et les libéraux.
Protestation indienne contre le traité frontalier sino-pakistanais.

MERCREDI 6. — A Neuilly, assassinat de M. Lafond, président de la banque de l'Union Parisienne.
A l'Hôtel de Ville de Paris, congrès des Maires de France : vive agitation pendant le discours du ministre de l'Intérieur.
Le personnel de Lacq arrête le travail.
La direction du parti communiste français s'élève contre les décisions du congrès des étudiants communistes.

JEUDI 7. — M. Adjoubei, gendre de M. Khrouchtchev est reçu en audience privée par le Pape.

VENDREDI 8. — Un conseil national révolutionnaire s'empare du pouvoir en Syrie.
Grève de deux heures de l'Electricité de France.
A Bruxelles, réunion des partis communistes des Six pays du Marché commun.

SAMEDI 9. — Comité national du M.R.P. à Paris.

LUNDI 11. — Fin de la grève des journaux new-yorkais.
Bastien-Thiry, chef du commando du Petit-Clamart, fusillé à Ivry.
Le gouvernement irakien accorde l'autonomie au Kurdestan.
Les dockers de la Baltique refusent de charger le charbon pour la France.
Le Syndicat des travailleurs du sous-sol d'Allemagne fédérale accorde une aide financière aux mineurs français.
Complot militaire avorté en Argentine.

MARDI 12. — Grève de 2 heures des Cheminots.
Reprise à Calcutta des entretiens entre le Pakistan et l'Inde sur le Cachemire.

MERCREDI 13. — 2.000 ouvriers des mines de fer participent à un cortège motorisé vers Paris.
Par solidarité avec les mineurs, le gouvernement soviétique suspend ses livraisons de charbon à la France.
En Irak, procès de 51 communistes.
Le journal espagnol phalangiste « Arriba » critique violemment les syndicats chrétiens.
Le roi du Maroc arrive à Alger.

JEUDI 14. — Le gouvernement crée une commission dite des « Sages » pour étudier les salaires du secteur nationalisé.

VENDREDI 15. — Grève de 24 heures des cheminots.
Démission du gouvernement de Corée du Sud.

SAMEDI 16. — Les délégués syndicaux des mineurs confèrent avec la direction des Charbonnages.
Inculpation de M. Fabre-Luce pour son livre « Haute Cour ».

MERCREDI 20. — Reprise du travail dans les mines de l'Est.
Les manifestations de solidarité en faveur des mineurs s'accentuent : près de 10.000.000 de francs ont été collectés.
Fin de la conférence de San-José des six présidents des pays d'Amérique centrale et du Président Kennedy.

JEUDI 21. — Débrayages tournants de deux heures à la S.N.C.F.
Cortège de 10.000 grévistes et femmes de mineurs d'Anzin à Valenciennes.

VENDREDI 22. — Le Parlement hongrois vote une loi d'amnistie.
Grève de 4 heures à l'Electricité de France.
On annonce que 18.000 fonctionnaires soviétiques au Kazakhstan ont été révoqués en 1962 pour vol, incompétence et gaspillage.

SAMEDI 23. — Le comité des Sages a déposé son rapport.
Déclaration des partis communistes français et allemand contre l'accord de Gaulle-Adenauer.
En Iran, violentes manifestations pour le vote des femmes et la réforme agraire : quinze morts.

LUNDI 25. — Suspension des négociations entre la direction des Charbonnages et les syndicats de mineurs.

MARDI 26. — Arrivée à Paris du président de la République mexicaine.
A Strasbourg, ouverture du Parlement européen.

MERCREDI 27. — Reprise du travail aux mines de Lacq.
Grève tournante à la S.N.C.F.
Violente manifestation de chômeurs à Londres.
A Niteroi (Brésil), congrès continental de solidarité avec Cuba.

JEUDI 28. — Grève surprise à l'Electricité de France.
A Londres, manifestation des enseignants anglais.

VENDREDI 29. — Nouvelle coupure de courant de 2 heures à l'Electricité de France.
Interdiction au Secours populaire de tenir un congrès à Toulouse.

SAMEDI 30. — En Algérie, nationalisation des biens vacants et du domaine de l'ex-sénateur Borgeaud.
Publication d'une brochure de minoritaires communistes français et belges favorables aux thèses chinoises.
Arrivée aux Etats-Unis du roi du Maroc.

DIMANCHE 31. — Coup d'Etat militaire au Guatemala.
Bagarres à Damas entre baasistes et nassériens.
A Tunis, fin du congrès de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens : Habib Achour au secrétariat général.
A Paris, congrès de l'Amicale des Travailleurs algériens en France.
Elections en Rhénanie-Palatinat (Allemagne fédérale) : les chrétiens démocrates tombent de 48,4 % des voix en 1959 à 44,4 % ; les sociaux-démocrates montent de 34,9 % à 40,7 %.

D'où vient l'argent ?

Notre camarade trésorier s'étant absenté pendant quelque temps, nous ne pouvons publier dans ce numéro nos comptes du mois.
Nous reprendrons nos bonnes habitudes dans notre numéro de mai.

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.
Travail exécuté par des ouviers syndiqués.